



Des contrebandiers et des narcotrafiquants arrêtés par l'ANP

90 terroristes abattus en 2017

L'Armée nationale populaire (ANP) a été un rempart infranchissable contre les terroristes, les marchands d'armes, les contrebandiers et les narcotrafiquants en cette année 2017 qui s'achève.

Page 4

Agriculture

Plus de 70% de
l'alimentation assurés par
la production nationale

Page 4

Le dispositif de la solidarité nationale maintenu

Le Président Bouteflika signe la Loi de finances 2018

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a signé hier à Alger la Loi de finances 2018. Le chef de l'Etat a apposé sa signature sur le texte portant Loi de finances 2018 au siège de la présidence de la République, en présence de hauts responsables de l'Etat et de membres du gouvernement.

Page 3



Budget et pétrole en baisse, taxes et restrictions en hausse

Une année difficile s'achève

Page 2



Tissu industriel national

Lancement de trois enquêtes

capacité de production pour pouvoir le défendre. Nous avons des données précises sur le secteur industriel public, ses capacités et sa production, mais pas suffisamment d'informations sur les entreprises privées.

C'est pourquoi le ministère a lancé trois enquêtes pour mieux connaître le tissu industriel national afin d'assurer le suivi, l'évaluation et l'appui à ses entreprises», a précisé M. Medjoubi.

Il s'exprimait lors d'un panel sur l'industrie nationale, organisé en marge de la 26ème édition de la Foire de la production algérienne (FPA), tenue du 21 au 27 décembre au palais des expositions (Pins maritime-Alger) sous le thème «Economie diversifiée et performance à l'export».

Soulignant «qu'on ne peut promouvoir

la production nationale sans la connaître», M. Medjoubi a affirmé qu'une fois achevées, ces enquêtes permettront «de savoir exactement ce que nous produisons localement et mettre des barrières aux produits de l'importation afin de laisser place à la production nationale».

A cet effet, le responsable a lancé un appel, notamment aux opérateurs privés, les sollicitant à communiquer la nature et les capacités de leur production, ce qui permettra aux pouvoirs publics d'avoir une base de données susceptible de définir la nature de la production nationale, son volume et sa qualité pour mesurer sa capacité à répondre aux besoins nationaux dans les différents domaines et substituer aux importations.

Page 6

Journées nationales théâtrales
pour enfants à Annaba

Du spectacle avec Hdidouane et ma Messaouda

L'ouverture mardi soir à Annaba des 13^{ème} Journées nationales théâtrales pour enfants a permis aux petits de «redécouvrir» l'inoubliable duo de l'animation destiné aux enfants Hdidouane et ma Messaouda à travers un spectacle qui a tenu en haleine le petit public.

Page 15



Le ministère de l'Industrie et des Mines a lancé trois enquêtes pour mieux connaître le tissu industriel national, notamment celui du secteur privé pour pouvoir assurer le suivi, l'évaluation et l'appui à ses entreprises, a indiqué, mardi à Alger, le secrétaire général de ce ministère, Kheiredine Medjoubi. «On doit connaître le tissu industriel national, ses produits et sa



Budget et pétrole en baisse, taxes et restrictions en hausse

Une année difficile s'achève

La solidité de l'économie algérienne s'est « renforcée » en 2017 grâce à la hausse des recettes issues du secteur énergétique, aux mesures de contingentement des importations et à l'augmentation des recettes fiscales. Néanmoins, la dépendance continue du pays aux recettes issues de la vente d'hydrocarbures le laisse « exposé aux chocs extérieurs ».



Par Amine Bensafi

C'est ce que révèle un rapport d'Oxford business group qui tire le bilan de l'année 2017, constant au passage que « la reprise du secteur de l'énergie a continué à porter la croissance cette année ». En chiffres, les exportations d'énergie ont enregistré une hausse de 18% par rapport à l'année précédente durant les 10 premiers mois de 2017 pour atteindre 27,2 milliards de dollars selon les données officielles. Malgré la baisse de la production de pétrole et de gaz estimée à 2,7% pour 2017, le rebond mondial des cours du pétrole devrait permettre aux recettes à l'exportation du secteur énergétique d'atteindre les 32,3 milliards de dollars pour toute l'année, soit + 16,6% comparé à l'année précédente.

Par ailleurs, la hausse globale des recettes nationales à l'exportation entre janvier et octobre, pour un total de 28,7 milliards de dollars en incluant les secteurs hors énergie, s'est inscrite dans un contexte de contraction des importations de 1,8% à 38,2 milliards de dollars, laissant dans son sillon

un déficit commercial de 9,5 milliards de dollars pour cette période, constate OBG. Et de rappeler que le gouvernement vise à réduire la valeur des importations à 30 milliards de dollars en 2018, contre 41 milliards de dollars l'année dernière, en misant sur une plus grande autonomie et en augmentant le nombre de produits restreints à l'importation, porté à 1000 selon la dernière annonce faite par Ahmed Ouyahia.

« Cet objectif devrait également être appuyé par un meilleur rendement de l'énergie », estime-t-on. Selon les projections du ministère de l'Énergie, les recettes devraient s'élever à 33,6 milliards de dollars en 2018, grâce à une hausse de 6,5% du rendement énergétique rendue possible par le lancement graduel de nouveaux projets au fil de l'année.

Si la meilleure performance du secteur énergétique, qui finance le budget de l'Etat à hauteur d'environ 60% et représente 95% des exportations, devrait porter la croissance économique globale du pays à l'avenir, la baisse des recettes enregistrée depuis le déclin du cours du pétrole en 2014 (à l'époque, les

recettes se chiffraient à 58,4 milliards de dollars) continue de peser sur l'économie. « Cette diminution des revenus issus de l'énergie a fait fondre les réserves de change », passant de 192 milliards de dollars en 2014 à 102,4 milliards de dollars en septembre 2017, selon les données publiées par le ministère des Finances. Or, même en tablant sur une hausse des recettes, ces réserves devraient poursuivre leur baisse à moyen terme. Abderrahmane Raouia, ministre des Finances, a déclaré à l'APN en novembre, lors du débat sur le projet de la Loi de finances 2018, que les niveaux de devises étrangères devraient tomber à 85,2 milliards de dollars d'ici à la fin de l'année prochaine, puis à 76,2 milliards de dollars d'ici à 2020.

Pour faire face à la baisse des revenus et des réserves de liquidités enregistrées ces dernières années, le gouvernement a pris un train de mesures visant à augmenter les recettes de l'Etat et à élargir la base de l'économie. Début 2017, la réglementation en matière de taxe sur la valeur ajoutée pour les biens et les services a été revue à la hausse, passant de 17% à 19%. Idem pour la taxe à

taux réduit, qui est passée de 7% à 9%. Simultanément, tout un ensemble d'autres taxes applicables à l'immobilier et à la vente de véhicules, d'alcool et de tabac ont été également mises en œuvre. Le gouvernement table ainsi sur un déficit budgétaire qui s'élevait à 8%, contre 15% en 2016.

Sur un autre volet, et si les impôts et autres taxes vont être revus à la hausse, les dépenses de l'Etat, elles aussi vont augmenter après deux années d'austérité. Le gouvernement prévoit de relever ses dépenses de 25% l'année prochaine, après les années de coupe budgétaire de 2017 (-14%) et 2016 (-9%).

Une grande partie de cette enveloppe sera consacrée à la relance des projets d'infrastructures. Ces dépenses devraient profiter aux secteurs du bâtiment, des matériels et de la logistique, et créer une dynamique générale pour l'économie dans son ensemble. Le gouvernement prévoit ainsi un PIB en hausse de 4% l'année prochaine, chiffre bien supérieur aux prévisions de 2017 qui l'établissait à 2,2 %.

S'il demeure encore quelques obstacles à la redynamisation des recettes de l'Etat et de diversification de l'économie, une étude récente menée par OBG auprès de chefs d'entreprises a montré que 61% des personnes interrogées avaient des attentes positives ou très positives quant au climat des affaires pour les 12 mois à venir. De plus, 70 % ont déclaré qu'il était probable ou très probable que leur entreprise consacre des investissements en capitaux significatifs en 2018. Un bémol néanmoins quant aux changements récents du régime fiscal algérien : une majorité des personnes interrogées ont estimé que l'environnement fiscal était désavantageux ou très désavantageux.

« Si ces mesures devraient permettre de renflouer les caisses de l'Etat, d'aucuns craignent que ces taxes et impôts récemment mis en œuvre ne constituent un frein à la consommation du secteur privé dans certains segments, notamment avec la hausse des taxes et des prix prévue en 2018 », conclut le rapport.

A. B.

Internet

Algérie Télécom lance le service Rechargement de secours

Algérie Télécom (AT) a décidé de lancer le "Rechargement de secours", un service gratuit destiné aux clients résidentiels détenteurs d'un compte Idoom ADSL permettant de réactiver la connexion Internet ADSL en cas d'expiration de l'abonnement à des horaires tardifs durant les week-ends ou les jours fériés, a annoncé hier cet établissement public dans un communiqué.

Pour bénéficier de ce service, il suffit d'appeler le 1500 via une ligne fixe ou mobile et d'introduire le numéro de téléphone fixe, choisir dans le menu principal l'option rechargement de secours et après confirmation de l'opération, le compte ADSL du client est activé pour 36 heures, précise la même source.

Les dus engendrés par cette activation sont effacés dès que le client procède au rechargement par les moyens standards (cartes de recharge, tickets...), indique le communiqué, ajoutant que pour plus d'informations, le client est invité à contacter le service Client en composant le 12 ou se rapprocher de l'agence commerciale la plus proche.

R. N.

Sa plate-forme de revendications n'est pas satisfaite

Le Snpasp demande audience au ministre de la Santé

Par Rachid Chihab

Le Syndicat national des praticiens de la santé publique (Snpasp), veut rencontrer le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière pour discuter des points de sa plate-forme de revendications restés en suspens depuis des mois, voire des années.

Dans un communiqué rendu public hier, le syndicat affirme avoir déposé mardi, une demande d'audience au ministre de la Santé pour lui faire part de son inquiétude quant au retard pris dans la prise en charge des doléances des praticiens de la santé publique.

Ces points restés en suspens concernent, entre autres, le projet d'amendement

du statut particulier finalisé par la commission mixte Msprh-Snpasp en 2011, la conservation de l'ancienneté dans le grade de principal, la mise en place de la commission ad hoc chargée de mettre en place l'arrêté interministériel permettant ainsi l'accès aux chirurgiens-dentistes et pharmaciens (ancien régime) à la formation complémentaire dans le but d'aligner leur diplôme avec les nouveaux diplômés. Il s'agit également de la mise en place de mesures appropriées et effectives pour sécuriser les lieux de travail contre les actes de violences, de la spécialisation de la médecine générale, la loi sanitaire et autres.

Pour rappel le conseil national du Snpasp, réuni les 12 et 13 décembre dernier

à Mostaganem, a déploré la non-prise en charge de la plupart des points de sa plate-forme de revendications par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. En réaction à cela, il appelle les bureaux locaux du syndicat à tenir des assemblées générales pour décider de la riposte à donner à ce retard. Selon une source proche de l'organisation syndicale, le recours à la protestation au cours des prochaines semaines, devient une option très plausible.

Engagé dans le cadre de l'intersyndicale, le Snpasp est le seul syndicat du secteur de la santé publique qui continue à mener des actions de protestation. Les autres organisations syndicales de la santé ont arrêté les grèves et les sit-in. **R.C.**

ÉVÈNEMENT ▶▶

Le dispositif de la solidarité nationale maintenu

Le Président Bouteflika signe la Loi de finances 2018

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a signé hier à Alger la Loi de finances 2018. Le chef de l'Etat a apposé sa signature sur le texte portant Loi de finances 2018 au siège de la présidence de la République, en présence de hauts responsables de l'Etat et de membres du gouvernement.



taxes pour contrebalancer la chute des recettes fiscales pétrolières et préserver l'environnement.

La Taxe sur les produits pétroliers (TPP) applicable sur les carburants sera augmentée de 5 DA/litre pour l'essence et de 2 DA/litre pour le gasoil.

Quant au tarif de la taxe additionnelle sur les produits tabagiques, il a été fixé à 21 DA par paquet, bourse ou boîte.

Chaque 21 DA prélevé sera réparti à hauteur de 10 DA au budget de l'Etat, 6 DA au profit du Fonds pour les urgences et les activités de soins médicaux, 2 DA pour le Fonds national de sécurité sociale, 2 DA pour le Fonds de lutte contre le cancer et 1 DA pour le Fonds de solidarité nationale.

M. S.

Pour la promotion de cette langue

Appel à la mise en place d'une académie de la langue amazighe

Le professeur de linguistique et traductologie, Abderrezak Dourari, a mis en avant, mardi à Alger, la nécessité de mettre en place une académie de tamazight qui aura pour mission de préparer le terrain à la promotion et au développement de cette langue, soulignant l'importance de maintenir pour le moment la diversité de l'écriture du tamazight.

«Il aurait fallu, après la constitutionnalisation et l'officialisation de cette langue, promulguer une loi organique permettant la création d'une académie à laquelle sera confiée la préparation linguistique du tamazight», a estimé M. Dourari lors du forum du quotidien *Al-Djazair*, appelant à éviter pour le moment l'approche visant à unifier son enseignement ou encore l'alphabet de son écriture».

Pour le professeur universitaire qui dirige aussi le Centre national pédagogique et linguistique de l'enseignement de tamazight (Cnplet), la reconnaissance de la langue amazighe à travers la Constitution de février 2016 en tant que partie intégrante de l'identité nationale commune à tous les Algériens, est une «revendication populaire qui doit être prise en charge dans sa diversité». «Il est important que chaque région opte pour l'alphabet et le genre linguistique qu'elle souhaite étudier», a indiqué M. Dourari, citant le cas de «la Kabylie qui utilise les lettres latines» étant donné, a-t-il dit «que tous les militants pour la reconnaissance de cette langue ont étudié en langue française et penchent ainsi plus pour cet alphabet».

Concernant les autres régions, le conférencier a cité, à titre d'exemple, la région du M'zab qui, selon lui, «préfère l'écriture en lettres arabes en raison de la sacralité de l'arabe dans cette région», alors que les Touareg considèrent le tiffinagh comme symbole de leur identité, a-t-il expliqué. «Aucune diversité ou lettre ne peut être imposée à une région du moment que la langue peut être écrite par n'importe quelle lettre», a estimé M. Dourari.

Partant de cette conception, il a appelé à «s'éloigner de l'approche unificatrice», précisant que l'académie «doit tenir compte de la diversité linguistique et culturelle algérienne». «Seule la production intellectuelle et culturelle imposera la lettre et la diversité linguistique», a-t-il conclu.

H. M.

Par Massi Salami

La Loi de finances 2018 prévoit une série de mesures législatives et fiscales allant dans le sens de la consolidation de l'investissement productif et du renflouement des recettes budgétaires tout en maintenant le dispositif de la solidarité nationale.

Sur le plan budgétaire, le texte prévoit des dépenses globales de 8.628 milliards de dinars (mds DA) composées de 4.043,31 mds DA de dépenses d'équipement et de 4.584,46 mds DA de dépenses de fonctionnement.

Le plafond d'Autorisation de programme a été fixé à 3.170,5 mds DA pour couvrir le coût des réévaluations du programme en cours et le coût des programmes neufs susceptibles d'être inscrits au cours de l'année 2018, précise la LF 2018. Outre les

dépenses d'équipement mobilisées pour les mêmes secteurs socio-économiques que ceux dans les lois de finances précédentes, il est prévu de puiser dans le budget d'équipement pour le règlement des créances détenues sur l'Etat pour un montant de 400 mds DA. Aussi, la Loi de finances 2018 prévoit une série de mesures législatives et fiscales allant dans le sens de la consolidation de l'investissement productif et du renflouement des recettes budgétaires tout en maintenant le dispositif de la solidarité nationale.

Cette loi table sur des recettes budgétaires de 6.496,58 mds DA (contre 5.635,5 mds DA en 2017), composées de 3.688,68 mds DA de ressources ordinaires (contre 3.435,4 mds DA en 2017) et de 2.807,91 mds DA de fiscalité pétrolière (contre 2.200,1 mds DA).

Pour permettre une meilleure prévisibilité à moyen terme de la politique budgétaire et

inciter les secteurs à s'inscrire dans un objectif soutenable, le texte a élaboré une estimation des dépenses et des recettes jusqu'à 2020. Pour 2019, il table ainsi sur des dépenses de fonctionnement de 4.788,98 mds DA et des dépenses d'équipement de 3.072,8 mds DA, tandis que pour l'exercice 2020, les dépenses de fonctionnement sont estimées à 4.798,61 mds DA contre 3.070,05 mds DA pour les dépenses d'équipement.

En outre, les concepteurs de cette loi tablent sur une augmentation des recettes globales à 6.570,1 mds DA en 2019 dont 2.883,9 mds DA de recettes fiscales pétrolières.

Sur l'année 2020, les recettes globales devraient poursuivre une trajectoire en hausse pour atteindre 7.008,1 mds DA dont 2.977,11 mds DA de fiscalité pétrolière.

La LF 2018 a révisé à la hausse plusieurs

Projet de règlement intérieur de l'APN

L'absentéisme des députés en débat

Par Karima Nacer

Afin de mettre un terme au phénomène de l'absentéisme des députés lors des travaux de l'Assemblée populaire nationale (APN), le nouveau règlement intérieur, au centre du débat au niveau de la commission des affaires juridique, administrative et des libertés, prévoit une série de mesures visant à obliger les députés à assister aux travaux des plénières.

Le phénomène de l'absentéisme a atteint ses limites. Les députés affichent de plus en plus un désintérêt aux activités de l'Assemblée populaire nationale. L'hémicycle est majoritairement vide. Ils sont nombreux à ne pas assister aux débats sur les projets soumis à l'APN. Plusieurs députés inscrits pour intervenir dans les débats et poser des questions pertinentes se rapportant à plusieurs projets du gouvernement, brillent souvent par leur absence. Des projets du gouvernement ont été votés à la hâte et en un temps record à cause du nombre faible de députés. Alors qu'il s'agissait de textes très importants, les représentants du peuple ne

jugent pas souvent utile d'y assister.

Pour mettre un terme à cette situation devenu intolérable au fil du temps, l'administration parlementaire compte prendre la chose au sérieux en instaurant l'obligation d'assister aux travaux des plénières et des commissions parlementaires.

On évoque même une indemnité de présence pour inciter les élus à assister aux débats. Les élus seront même tenus de fournir des justifications en cas d'absence. Ces dispositions seront appliquées dès la prochaine législature.

En effet, la question relative à la présence aux travaux de l'Assemblée populaire nationale (APN) et les cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire ont été au centre du débat au niveau de la commission des affaires juridique, administrative et des libertés qui a poursuivi ses travaux avant-hier, dans le cadre de l'élaboration du projet de règlement intérieur de l'APN. Selon un communiqué de l'APN, les interventions ont porté dans l'ensemble sur les dispositions constitutionnelles, notamment celles portant renforcement du

rôle de contrôle et de représentation des membres du Parlement, le droit d'opposition parlementaire ainsi que la question relative à la présence aux travaux de l'APN et les cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire au sujet desquels les experts ont formulé leurs propositions, précise la même source. Le président de la commission, Chérif Nezar a indiqué que les larges consultations menées par la commission et l'audition des spécialistes et experts visent à élaborer un texte cohérent avec les principes de la Constitution de 2016.

La commission a auditionné, durant cette rencontre, l'ancien ministre des Relations avec le Parlement, Mohamed Kechoud, le professeur de Droit public, Messaoud Chihoub, la professeure de Droit constitutionnel, Mme Bensalem Kheira, et le professeur de Droit parlementaire, Bensalem Djamel, ajoute-t-on de même source. La commission devrait auditionner également les présidents des commissions et des groupes parlementaires, conclut le communiqué.

K. N.

Des contrebandiers et des narcotrafiquants arrêtés par l'ANP

90 terroristes abattus en 2017

L'Armée nationale populaire (ANP) a été un rempart infranchissable contre les terroristes, les marchands d'armes, les contrebandiers et les narcotrafiquants en cette année 2017 qui s'achève.



Par M. Ait Chabane

Le bilan communiqué hier, lors d'une émission spéciale sur les ondes de la Radio nationale, est très éloquent en la matière. En effet, pas moins de 90 terroristes ont été abattus depuis le début de l'année par les éléments de l'armée, alors que 40 autres ont été arrêtés, dont cinq femmes et 29 autres se sont rendus de leur propre chef. Aussi l'ANP a-t-elle appréhendé 203 personnes pour soutien au terrorisme. Un bilan rendu possible grâce à la vigilance et la grande détermination des éléments de l'ANP et la sensibilisation sans relâche opérée par les hauts responsables de l'institution militaire, à leur tête le général de corps d'Armée, chef d'état-major et vice-ministre de la Défense

nationale, le général-major Ahmed Gaïd-Salah. Lors des multiples opérations de ratisage effectuées dans les quatre coins de la vaste Algérie, l'ANP a pu récupérer un arsenal de guerre assez important; 258 kalachnikov, 62 fusils-mitrailleurs, 247 fusils, 16 lance-roquettes, cinq mortiers en plus de 179 000 munitions de différents calibres, des roquettes, d'autres projectiles et divers explosifs, selon les chiffres communiqués dans la même émission radio. Dans d'autres opérations, l'ANP a détruit 160 mines anti-personnel. Par ailleurs, les éléments de l'armée ont pleinement accompli leur mission de surveiller et contrôler les frontières terrestres de l'Algérie, notamment en cette conjoncture sécuritaire dangereuse qui prévaut chez

nos voisins immédiats, en Libye, au Mali et même en Tunisie. En chiffres, l'ANP a appréhendé en cette année 2017, quelque 1 700 contrebandiers, 500 narcotrafiquants et neuf marchands d'armes. Elle a également procédé à l'arrestation de 13 000 migrants clandestins de différentes nationalités d'Afrique, saisi 47 tonnes de cannabis, 5 kg de cocaïne, plus de 1 297 litres de carburant et 1 400 tonnes de produits alimentaires destinées à la contrebande. Ces résultats réalisés par l'ANP dans le cadre de l'accomplissement de ses missions constitutionnelles sont le fruit des efforts colossaux consentis par les unités et les détachements de l'armée et renseignent sur ses dispositions infaillibles à préserver et défendre l'intégrité territoriale

de l'Algérie. Elle a pu, ce faisant, annihiler toutes les tentatives de déstabilisation en se dressant en vrai rempart contre tous les dangers qui guettent notre pays. Cela renseigne, si besoin est, sur le professionnalisme des éléments de l'ANP et leur abnégation dans l'accomplissement de leur noble tâche. C'est également le résultat instantané de la stratégie fructueuse adoptée par l'état-major de l'Armée, en gardant en alerte permanente ses éléments sur le terrain, à travers des visites ininterrompues dans les différentes régions militaires du territoire national et un travail de sensibilisation continu. Cela va sans parler du professionnalisme des troupes de l'ANP et des moyens modernes et sophistiqués dont elle dispose.

M.A.C.

Soutien à l'emploi

Plus de 1 000 milliards de DA de micro-crédits accordés

Plus de 1 000 milliards de DA de micro-crédits ont été accordés par les banques publiques aux micro-entreprises depuis la mise en place des dispositifs de soutien de l'emploi des jeunes jusqu'à septembre 2017, a indiqué, mardi à Alger, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali.

Sur l'ensemble de ces crédits bancaires, plus de 800 milliards de DA (mds DA) ont été octroyés par les banques à 370 000 micro-entreprises créées dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale de soutien de l'emploi des jeunes (Ansej), a précisé le ministre lors d'un atelier sur la microfinance, organisé par l'Association des banques et établissements financiers (Abef) dans le cadre des ateliers Expofinances 2017, en marge de la Foire de la production algérienne.

En outre, 141 000 micro-entreprises, créées dans le cadre du dispositif de la Caisse nationale d'assurance-chômage (Cnac), ont bénéficié d'un montant global de 322 mds DA de micro-crédits bancaires. Ces financements, qui ont ainsi profité à plus de 500 000 bénéficiaires, ont permis la création, depuis leur lancement jusqu'à fin septembre 2017, de plus de 1,2 million d'emplois et ce, uniquement pour la phase du début d'activité.

Pour ce qui est de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (Angem), elle a permis, à ce jour, l'octroi de 800 000 financements composés de 600 000 financements directs et de 200 000 financements triangulaires (Angem-banque-promoteur), a fait savoir son directeur des études et des systèmes d'information.

L. S.

Pour alléger leurs charges

Appel à l'effacement des dettes fiscales des artisans

Le secrétaire général du Syndicat national des artisans algériens (Snaa), Abdelghani Chellig, a appelé, mardi à Bordj Bou Arréridj, à «l'effacement des dettes fiscales de tous les artisans algériens».

Intervenant lors de la rencontre nationale d'évaluation annuelle des actions du Snaa tenue à la salle de l'Ugta, le même syndicaliste a estimé qu'il était nécessaire d'effacer les dettes fiscales des artisans pour leur permettre d'exercer leurs professions et alléger leurs charges.

La Snaa oeuvre à exploiter tous les locaux à usage professionnel réalisés dans le cadre du programme du Président de la République et dont un certain nombre demeure fermé à travers le pays en les mettant à la disposition des artisans, a indiqué le responsable du syndicat.

La rencontre à laquelle ont pris part près de 100 artisans de diverses wilayas a appelé à inclure les métiers traditionnels et de service à la liste des métiers durs pour leur permettre des avantages liés à cette classification.

Les autorités concernées ont été également appelées à «prolonger la période de paiement des crédits accordés aux artisans dans le cadre des divers dispositifs publics d'aide à l'emploi de l'Ansej, de la Cnac et de l'Angem.

Y. L.

Agriculture

Plus de 70% de l'alimentation assurée par la production nationale

L'Algérie assure plus de 70% de son alimentation par la production nationale, et le défi consiste à cibler les filières stratégiques pour faire face aux besoins alimentaires de base de la population, réduire les importations et relancer les exportations, a indiqué, mardi à Alger, un haut responsable du ministère de l'Agriculture.

«Aujourd'hui, l'Algérie assure plus de 70% de son alimentation par la production nationale. Elle dégage aussi des excédents pour certains produits qui lui permettent d'être présente sur le marché international dont les dattes, l'huile d'olive, les produits maraîchers, les pommes de terre et les fruits», a précisé le secrétaire général au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Belkacem Chadi, lors d'un

panel sur l'agriculture et l'agroalimentaire organisé en marge de la 26^{ème} Foire de la production algérienne.

Selon lui, les réformes engagées par son ministère durant les deux dernières décennies, dans le cadre des différents programmes quinquennaux de relance de la croissance économique, ont permis au secteur de réaliser des résultats «très encourageants».

Dans sa présentation du bilan de réalisation de secteur depuis 2000 jusqu'à 2016, il a relevé que la production des céréales est passée de 9,3 millions de quintaux (Mq) en 2000 à 34,3 Mq en 2016, en hausse de 268%.

La production nationale en blé dur est passée de 4,86 Mq à 19,3 Mq (+298%), alors que celle du blé tendre a enregistré une haus-

se de 83% en passant de 2,7 Mq à 5,02 Mq. S'agissant de la tomate destinée à la transformation industrielle, sa production est passée de 4,7 Mq à 12,3 Mq (+160%), tandis que pour le maraîchage, sa production est passée de 33,08 Mq à 131,03 Mq.

Quant à la pomme de terre, sa production est passé de 12,07 Mq à 47,8 Mq entre les deux périodes de comparaison, alors que les dattes ont enregistré une hausse de 182% en passant de 3,6 Mq à 10,2 Mq. Les viandes ont aussi enregistré une hausse dans leur production en passant de 2,5 Mq à 5,3 Mq (+114%), tandis que les viandes blanches ont atteint 5,1 Mq en 2016 contre 1,9 Mq en 2000.

Pour le lait, il a été produit 3,5 millions de litres en 2016 contre 1,5 million de litres en 2000

(+127%).

D'autres produits ont également enregistré des hausses en matière de production: les oeufs (+231%), l'avoine (+783%), les fourrages (+987%), les légumes secs (+241%), le tabac (+38%), les oignons (+383%) et la viticulture (+180%).

Néanmoins, a-t-il préconisé, cette dynamique de production doit être consolidée par le renforcement des capacités de transformation, de conservation et de stockage sous froid des produits agricoles, notamment pour les fruits et légumes.

Aussi, l'amélioration du fonctionnement des circuits de distributions des produits agricoles et alimentaires, a-t-il insisté, doit être encadrée par une organisation interprofessionnelle efficace des filières et par l'avènement de la

grande distribution moderne qui devrait induire une transformation positive de toutes les chaînes de valeur des filières agricoles et agro-industrielles.

Par ailleurs, il a fait savoir que la valeur de la production agricole a atteint plus de 3 000 milliards de DA en 2016, soit l'équivalent de près de 30 milliards de dollars, contre 359 milliards de DA (5 milliards de dollars) en 2000, soit une contribution substantielle du PIB de l'ordre de 12% contre 8% en 2000. Selon lui, le secteur emploie 1,24 million de travailleurs permanents auxquels s'ajoute l'insertion des jeunes diplômés du secteur avec la création de 22 253 micro-entreprises dans le segment de l'appui aux exploitations agricoles.

R. N.

Cimenterie de Timegtane

Fleuron industriel prometteur pour l'approvisionnement du Grand-Sud

La dynamique de développement dans la wilaya d'Adrar s'est consolidée ces dernières années par d'importants projets socio-économiques structurants ayant contribué largement, aussi bien au renforcement des infrastructures industrielles de la région, qu'à l'amélioration des conditions de vie de la population locale.



Ce bond «qualitatif» réalisé par cette wilaya de l'extrême Sud du pays s'est traduit par l'entrée en production dernièrement de la cimenterie de Timegtane, 270 km à l'est de la wilaya d'Adrar, un impressionnant fleuron industriel prometteur appelé à satisfaire les besoins du Grand-Sud en ciment et d'ouvrir de nouvelles perspectives d'exportation de la matière.

Couvrant une superficie de 32 ha, cette entité économique, inaugurée récemment par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia lors de sa dernière visite dans la région, offre une capacité de production initiale annuelle de 1,5 million de tonnes, toutes variétés de ciment, pour passer à une production, en plein régime d'exploitation, de trois millions de tonnes/an après mise en service du second train de production, ont expliqué à l'APS, les responsables de cette unité.

Fruit d'un partenariat algéro-chinois pour un investissement de près de 21 milliards de DA, et réalisée dans un délai «record» ne dépassant pas une année, cette cimenterie est appelée à

propulser l'essor de développement aussi bien de cette wilaya que du Grand-Sud du pays, à la faveur de la mise à la disposition et l'approvisionnement entreprises établies dans la région cette matière première.

Cette unité qui aura, entre autres retombées, la réduction du fardeau des importations du pays en ciment, assurera une production de différents types de ce produit, dont le ciment pétrolier avec une capacité de production annuelle de 300 000 tonnes en vue de répondre à la demande des entreprises pétrolières opérant dans la région.

Relevant du groupe El Hamel Sidi Moussa à Adrar, cette cimenterie aura également un impact positif sur l'emploi en contribuant indubitablement à la résorption du chômage à la faveur de la création de 400 postes permanents et 700 autres temporaires, ainsi que la relance d'autres activités y afférentes.

Le recours au partenariat avec la partie chinoise est motivé par la grande expérience dont elle (chinoise) jouit à échel-

le mondiale dans ce domaine, lui a conféré également la mission d'assurer, en vertu du contrat, la gestion de cette entité industrielle sur une période couvrant les sept premières années d'exploitation, en vue de permettre un transfert d'expérience et la formation des employés algériens sur les techniques modernes d'exploitation de ce type d'installations.

Perspectives d'auto-suffisance et d'exportation

Le choix du site ayant servi d'assiette dans la commune de Timegtane pour ce projet, conforme aux normes internationales respectant l'environnement, tient compte divers facteurs logistiques, tels que la disponibilité de la matière première brute devant influencer positivement sur les coûts de production et la rentabilité de l'unité et, ainsi sur la compétitivité du prix du sac de ciment.

L'usine est l'une des rares à disposer de sa propre source d'énergie, car disposant d'une centrale électrique de 32 mégawatts lui assurant une continuité de ses activités sans aucune

pression sur le réseau domestique de distribution publique d'électricité.

Les responsables de la cimenterie entendent atteindre une autosuffisance de la région pour se tourner, par la suite, vers l'exportation du produit vers l'étranger, notamment les pays voisins et les autres du Sahel africain, surtout que les orientations des hautes autorités du pays visent à promouvoir les exportations hors hydrocarbures et à réduire la facture des importations du ciment.

Ils fondent, pour ce faire, de larges espoirs sur le développement du réseau routier, toutes directions, notamment le tronçon reliant sur 35 km la cimenterie à la commune de Timegtane et l'axe routier reliant, sur 170 km la wilaya d'Adrar et la commune d'Aoulef, Nord de la wilaya. Ce réseau routier, infrastructure primordiale, devra contribuer à l'amélioration des conditions d'acheminement du produit et d'exportation, notamment vers les pays africains limitrophes.

T. L.

Secteur de la pêche à Tlemcen

Plus de 200 projets d'investissement identifiés

■ Pas moins de 212 projets d'investissement dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture ont été identifiés par la direction de la wilaya de Tlemcen en vue de la redynamisation de ces deux secteurs, a-t-on appris hier auprès de cette administration.

Ces projets, dont 184 pour la pêche et 28 pour l'aquaculture, généreront, respectivement, quelque 470 et 190 emplois directs, a-t-on affirmé, faisant savoir que la wilaya de Tlemcen comptera, dès septembre 2018, un nouveau port de pêche, en cours de construction, à Sydna Youchâa. Un taux d'avancement des travaux de 82% est enregistré.

De même source, on souligne que pour exploiter cette infrastructure, il faudrait acquérir pas moins de 120 petits métiers, deux stations d'avitaillement, quatre unités de production de glace et deux unités de conditionnement de produits de la pêche. Il est prévu également la réalisation de deux unités de réparation navale, deux élévateurs et deux entrepôts frigorifiques, dont trois pour l'abri de pêche de Honaine.

Le secteur doit aussi acquérir 30 motocycles isothermes, deux camions ateliers, un centre d'expédition et une unité de conserverie. Enfin, cinq unités de vente de matériels de pêche réparties à travers Honaine, Marsa Ben M'hidi et Sydna Youchâa, doivent être ouvertes, ajoute-t-on encore.

S'agissant de l'aquaculture, la direction signale quatre projets en conchyliculture, cinq en pisciculture marine en cages flottantes, dix fermes d'élevage des poissons d'eau douce en étangs (intégration agriculture-pisciculture), une unité de transformation de poissons d'eau douce, une unité de fabrication d'aliments pour poissons d'eau douce et sept projets de pêche continentale.

Pour cette dernière filière, la direction signale qu'une production de 43,107 tonnes de poisson d'eau douce a été enregistrée cette année 2017, grâce à l'ensemencement des cinq barrages et une retenue collinaire de la wilaya. Ces plans d'eau ont bénéficié, depuis 2006, de 13 opérations d'ensemencement.

Enfin, sept concessions ont été attribuées pour l'exploitation des barrages de Sidi Abdelli, Hammam Boughrara et Sekkak. La production moyenne de la pêche continentale, durant ces cinq dernières années, est de 12 tonnes/an.

Enfin, la même direction a recensé pas moins de 540 bassins pouvant être ensemencés dans le cadre de la pisciculture intégrée. Sur ce potentiel, seuls 56 sont ensemencés et assurent une production d'environ 6,5 tonnes destinées à l'autoconsommation, précise-t-on de même source.

T. M.

Prix du pétrole

Le Brent à plus de 65 dollars

Les prix du pétrole reculaient mercredi en cours d'échanges européens alors que les investisseurs encaissent leurs bénéfices avant les fêtes de fin d'année.

En fin de matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 65,75 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 71 cents par rapport à la clôture de mardi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de février cédait 70 cents à 60,01 dollars.

En séance, le baril de Brent a atteint mardi 67,10 dollars, à son plus haut depuis mai 2015, tandis que le WTI a touché son plus haut depuis juin 2015 à 60,01 dollars.

«Les craintes que les prix pâtissent de l'annonce de la reprise début janvier de l'activité du pipeline de Forties (en mer du Nord) ont été effacées mardi par la fermeture après une explosion d'un oléoduc en Libye», ont commenté les analystes de JBC Energy.

Le pipeline de Forties, par lequel passent habituellement l'équivalent d'entre 400 000 et 450 000 barils de pétrole chaque jour, est toujours fermé, mais son opérateur Ineos a affirmé mardi que les réparations étaient désormais finies et que des tests de pressurisation étaient en bonne voie.

Ce pipeline représente 40% de la production britannique d'hydrocarbures en mer du Nord, et sa fermeture début décembre avait fait grimper les cours du Brent, dont le pétrole de Forties est un composant important.

Mais une explosion sur un oléoduc en Libye a retenu l'attention des marchés mardi.

«Le volume que cet oléoduc représente, entre 70 000 et 100 000 barils par jour, est bien inférieur au débit de Forties», a cependant souligné un analyste chez Petromatrix, qui a, par ailleurs, noté qu'«une vague de froid s'abat sur les Etats-Unis, ce qui devrait doper la demande de produits distillés».

«Il faut se rappeler que les mouvements de prix des fins d'années dernières étaient en général le prolongement des tendances qui précédaient ces périodes, et ont été effacés» quand les acteurs du marché ont repris leur activité au début de l'année suivante, ont prévenu les analystes de JBC Energy.

R. L.

Tissu industriel national

Lancement de trois enquêtes

Le ministère de l'Industrie et des Mines a lancé trois enquêtes pour mieux connaître le tissu industriel national, notamment celui du secteur privé pour pouvoir assurer le suivi, l'évaluation et l'appui à ses entreprises, a indiqué, mardi à Alger, le secrétaire général de ce ministère, Kheiredine Medjoubi.



« **O**n doit connaître le tissu industriel national, ses produits et sa capacité de production pour pouvoir le défendre. Nous avons des données précises sur le secteur industriel public, ses capacités et sa production, mais pas suffisamment d'informations sur les entreprises privées. C'est pourquoi le ministère a lancé trois enquêtes pour mieux connaître le tissu industriel national afin d'assurer le suivi, l'évaluation et l'appui à ses entreprises », a précisé M. Medjoubi.

Il s'exprimait lors d'un panel sur l'industrie nationale, organisé en marge de la 26^{ème} édition de la Foire de la production algérienne (FPA), tenue du 21 au 27 décembre au palais des expositions (Pins maritime-Alger) sous le thème « Economie diversifiée et performance à l'export ».

Soulignant « qu'on ne peut promouvoir la production nationale sans la connaître », M. Medjoubi a affirmé qu'une fois achevées, ces enquêtes permettront « de savoir exactement ce que nous produisons localement et mettre des barrières aux produits de l'importation afin de laisser place à la production nationale ».

A cet effet, le responsable a lancé un appel, notamment aux opérateurs privés, les sollicitant à communiquer la nature et les capacités de leur production, ce qui permettra aux pouvoirs publics d'avoir une base de données susceptible de définir la nature de la production nationale, son volume et sa qualité pour mesurer sa capacité à répondre aux besoins nationaux dans les différents domaines et substituer aux importations.

S'agissant des barrières à mettre pour faire face au phénomène de l'importation au détriment du produit national, le responsable a assuré qu'en plus des barrières tarifaires, notamment les droits de douanes, l'Etat a mis plusieurs barrières non tarifaires à l'image

des normes nationales et les cahiers des charges afin de promouvoir les produits issus des entreprises nationales, publiques ou privées.

Par ailleurs, en réponse aux préoccupations des opérateurs privés, présents au panel, notamment l'indisponibilité du foncier industriel, M. Medjoubi a expliqué que depuis 1990 à ce jour, l'Etat a mis plus de 30 000 ha de foncier industriel sur le marché, dont plus de 50% demeure inexploité, d'où, selon lui, la taxe de 5% sur la valeur vénale, prévue par la Loi de finances 2018, à l'encontre des opérateurs disposants de foncier industriel non encore exploité.

A une question sur la disponibilité de la main-d'oeuvre qualifiée, M. Medjoubi a assuré que l'Etat a décidé la réouverture de tous les centres de formation à travers le territoire national, permettant la formation et la qualification des techniciens supérieurs dans les différents métiers et filières pour accompagner l'émergence d'une industrie nationale avec des compétences locales.

Il a, en outre, affirmé le regroupement prochain des différents agences et instruments d'aide des entreprises, notamment ceux destinés aux PME en un guichet unique afin de faciliter les procédures de création et d'accompagnement de ces entreprises.

Une agence pour le développement des PME

Par ailleurs, le directeur général de la petite et moyenne entreprise (PME) auprès du ministère de l'Industrie et des Mines, Mourad Aarif, a révélé à l'APS, en marge du panel, la création prochaine d'une agence pour le développement des PME et la promotion de l'innovation, un instrument de l'Etat en matière de mise en oeuvre de la politique de développement de ces entreprises.

Précisant que son texte a déjà été élaboré

et transmis au secrétariat général du gouvernement pour approbation et promulgation, cette agence qui verra le jour au cours du premier trimestre 2018, devra, selon M. Aarif, implanter toute la politique destinée à la modernisation et l'amélioration de la compétitivité des PME, appui aux PME pour l'homologation de leurs produits, ainsi que l'accompagnement des sous-traitants et les start-up en matière de financement.

Cette nouvelle agence devrait substituer à l'actuelle agence nationale de développement de des PME et jouira de plus de prérogatives et champs d'intervention afin de combler les insuffisances enregistrées, notamment en matière de ressources financières suffisantes et ressources humaines qualifiées, a-t-il expliqué.

Selon les chiffres avancés par M. Aarif lors du panel, le secteur de la PME en Algérie est composé de 1 022 000 entreprises activant dans les différents secteurs et filières, essentiellement dans les services et le Btph, alors que 9% seulement sont dans les industries manufacturières, ajoutant que 97% de ce tissu sont des toutes petites entreprises (TPE), employant moins de 10 employés.

Dans ce sens, le responsables a indiqué que l'objectif du ministère est d'abord la densification de ce tissu pour atteindre la moyenne internationale de 40 PME/1 000 habitants, alors qu'à actuellement elle est de 20 PME/1 000 habitants en Algérie, ce qui nécessite la création de 1,5 million de nouvelles PME, mais également la transformation des TPE qui sont à une moyenne de trois employés à des PME de plus de 10 employés.

L'autre effort que le ministère mène est celui de la diversification de ces PME, leur permettant d'être plus présentes dans les filières industrielles, notamment les nouvelles filières de l'économie digitale, ainsi

que l'amélioration de leur compétitivité, leur offre et leur disposition à aller vers l'exportation.

La distribution géographique des PME algériennes, concentrées au nord du pays, alors que la moyenne est inférieure à 10 PME/1 000 habitants dans les Hauts-Plateaux et le Sud, est également un défi que le ministère a relevé pour « mieux équilibrer » la présence de ce tissu à travers le territoire national, a expliqué M. Aarif.

Il a assuré, dans ce sens, que la nouvelle loi des PME est déjà mise en oeuvre à travers le territoire national et le ministère s'attend à des « résultats probants », non seulement dans le développement des PME, mais également dans l'émergence d'un tissu diversifié de sous-traitance nationale dans les différentes filières industrielles.

L. Y.

Finances

Raouya reçoit l'ambassadeur américain

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya a reçu, mardi à Alger, l'ambassadeur des Etats-Unis, John Desrocher, avec qui il a discuté de la coopération bilatérale, notamment financière, entre son ministère et le Département du Trésor américain, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Les deux parties ont mis à profit cette rencontre pour passer en revue la coopération entre le ministère des Finances et le Département du Trésor américain, notamment de l'action en cours en matière de gestion de la dette publique et celle relative à la coopération douanière pour le contrôle des flux commerciaux, a ajouté la même source.

M. Raouya et Desrocher, se sont ainsi félicités des résultats de cette action ainsi que les possibilités de les poursuivre.

R. N.

Pour près de 250 millions de DA

Attribution de 12 titres miniers

L'Agence nationale des activités minières (Anam) a attribué hier 12 sites miniers pour exploration sur un total de 18 sites mis en adjudication, pour un montant global de 249,4 millions de DA.

Ces titres ont été octroyés à l'issue de la 47^{ème} session d'adjudication de la petite et moyenne mine dont l'appel d'offres national et international avait été lancé en novembre dernier. Il a ainsi été procédé à l'ouverture de 33 plis dont cinq ont été rejetés pour non-respect des exigences requises dans le cadre des opérations d'ouverture des plis (non-conformité de statut, de chèque ou de documents).

Sur les 18 sites proposés (calcaire, argile, gypse, tuf), six n'ont reçu aucune offre, alors que les soumissionnaires ont été particulièrement intéressés par les mines de calcaire et de tuf dont certains ont, d'ailleurs, attiré plusieurs investisseurs.

L. M.

Une ressource à valoriser

Reprise prochainement de l'exploitation du corail

La reprise de l'activité de l'exploitation du corail, suspendue en Algérie depuis 2001 en raison de pratiques illégales et anarchiques, est prévue pour la fin de l'année 2017, a indiqué mardi à Alger, le secrétaire général au ministère de l'Agriculture, de Développement rural et de la Pêche, Belkacem Chadi.

L'exploitation du corail ouvrira des perspectives importantes avec l'identification de nouveaux gisements, a-t-il avancé lors d'un panel sur l'agriculture et l'agroalimentaire organisé en marge de la 26^{ème} Foire de la production algérienne.

Selon lui, il sera question de valoriser le

corail pêché au niveau national à travers le développement de l'industrie de transformation et son placement sur les marchés internationaux.

Pour rappel, trois arrêtés interministériels ont été élaborés récemment pour relancer la pêche au corail, en fixant les procédures juridiques et mesures relatives à l'exploitation de cette ressource maritime, au traitement et à la traçabilité des quantités pêchées jusqu'à la commercialisation.

La pêche au corail sera ouverte dans les trois wilayas d'El Tarf (30 concessionnaires), de Skikda (15 concessionnaires) et de Jijel (15 concessionnaires).

Evoquant les perspectives du secteur de la pêche à moyen terme, il a indiqué que pour la filière de la pêche et l'aquaculture, il est attendu de doubler la production à travers l'apport d'une production de 100 000 tonnes en produits de l'aquaculture, la concrétisation de 100 nouveaux projets et l'augmentation de nombre de bassins agricoles (aquaculture intégrée) de 5 000 bassins.

Il sera question aussi d'augmenter le taux d'intégration par l'entrée en production de trois éclosiers marins et quatre fabriques d'aliments, a-t-il poursuivi.

K. L.

Tourisme

Des potentialités pour transformer Annaba en pôle d'attraction touristique

Le secteur du tourisme a connu en 2017 à Annaba une dynamique sans précédent avec plusieurs projets de relance et d'initiatives innovantes de valorisation des potentialités touristiques locales en associant tous les acteurs en vue de transformer la wilaya en région d'attraction touristique.



Les capacités actuelles d'accueil de la wilaya qui sont de 4 629 lits offerts par 45 établissements hôteliers dont sept classés se renforceront à court terme de 2 500 lits grâce aux nouveaux projets et opérations de réhabilitation et extension en cours, assure-t-on à la direction du tourisme et de l'artisanat.

La majorité des projets affichant plus de 70% de taux d'avancement des travaux est située dans la ville de Annaba tandis que 18 projets d'hôtels, de résidences touristiques, de chalets et de complexes sont domiciliés dans les zones d'expansion touristique de Seraïdi et Chetaïbi, est-il indiqué de même source.

Cette stratégie de développement touristique commence à porter ses fruits avec la réouverture après restauration et réhabilitation de l'hôtel d'Orient donnant sur la place de la Révolution en plein cœur de la ville de Annaba qui reconquiert ainsi un de ses joyaux architecturaux avec des services orientés vers la

promotion du tourisme urbain et tourisme d'affaires.

Cette orientation est confirmée avec aussi la réouverture de l'hôtel El Hoggar sur la place Saint Georges au terme d'une opération de réhabilitation.

Une opération similaire a été lancée à l'hôtel international Seybous qui est le premier établissement hôtelier moderne ouvert dans la Coquette en 1975 avec une capacité de 518 lits.

Lancée en septembre 2017, la requalification de cet hôtel relevant de l'Entreprise de gestion touristique de Annaba permettra de l'élever au rang d'établissement cinq étoiles offrant des services de haut standing, d'espaces de détente, de loisirs, de shopping et d'affaires de haute classe, assurent des responsables locaux.

Il sera procédé dans la même optique à la réhabilitation de l'hôtel El Mountazah de Seraïdi construit en 1971 avec une capacité d'accueil de 202 lits.

L'établissement qui joint

de vues magnifiques sur les forêts de l'Edough et sur la plage au sable doré d'oued Bagrat sera transformé en complexe touristique quatre étoiles avec des services ciblant en premier les familles et les sélections sportives.

La demande des équipes sportives devra croître avec la perspective de réouverture du centre d'éducation physique de Seraïdi dans «les prochains mois», est-il indiqué.

Cinq nouvelles zones d'expansion touristique

Région côtière, Annaba s'oriente vers le développement du tourisme balnéaire avec la délimitation de cinq zones d'expansion touristique à Chetaïbi, la baie occidentale et la corniche de Annaba, Oued Bagrat et Sidi Salem.

Le plus important projet lancé sur le littoral de Chetaïbi est le projet annoncé «Ami de l'environnement» du camp familial (trois étoiles) dont la réception est prévu pour l'été

2018 avec des chalets de 880 lits, des services multiples incluant notamment des jeux aquatiques et des restaurants classés. Dans ce cadre, les investisseurs porteurs de projets d'écotourisme sont encouragés à implanter à Séraïdi des villages touristiques qui favorisent la promotion de tourisme de montagne et attirent les amoureux de la nature. Annaba s'oriente ainsi par des pas fermes vers les développements d'activités attractives de touristes avec l'apparition de plusieurs clubs dont celui des parapentistes et Séraïdi Adventures qui attirent de nombreux jeunes du pays et de l'étranger par les meetings et tournois qu'ils organisent sur les monts de l'Edough.

Cette dynamique suscite l'intérêt des jeunes affiliés aux diverses associations sportives et culturelles qui multiplient les tournois et initiatives de randonnées et de circuits de tourisme culturel vers les vestiges de Bouna et de la ville romaine.

R. K.

Tébessa

Réception d'établissements scolaires

Le secteur de l'éducation de la wilaya de Tébessa sera renforcé par 12 nouveaux établissements scolaires dans les trois paliers, dès la rentrée scolaire 2018-2019, a indiqué mardi à l'APS, le directeur de l'éducation, Abdelmadjid Menacer.

Il s'agit de six groupes scolaires pour le cycle primaire, de trois collèges d'enseignement moyen (CEM), et de trois lycées, dans plusieurs communes de la wilaya, a détaillé le même responsable soulignant que «les chantiers de ces établissements scolaires dépassent les 50% de taux d'avancement». Ces nouvelles infrastructures visent à diminuer la surcharge dans les classes, et à améliorer les conditions de scolarisation des élèves, surtout ceux issus des zones enclavées, contraints des fois de parcourir plusieurs kilomètres pour rejoindre leurs établissements scolaires, a précisé la même source.

En outre, 11 salles de classe seront réceptionnées «dès septembre de l'année 2018», dans plusieurs écoles primaires de la wilaya, a affirmé le chef de service de la programmation et du suivi de la direction de l'éducation, Adel Alleg, ajoutant que 10 terrains de sport scolaire seront parachevés en travaux pour l'année scolaire 2018-2019.

Le même responsable a rappelé que le secteur de l'éducation à Tébessa a bénéficié, lors de la rentrée scolaire 2017-2018, de huit groupes scolaires dans les communes d'Ouenza, Bir El Ater, Griguer, et Tébessa, ainsi qu'une petite école primaire de trois salles de classe à la commune d'El Oglia.

Ce bond quantitatif enregistré en matière d'infrastructures scolaires devrait avoir un impact positif sur le rendement pédagogique des élèves, a estimé le directeur, précisant que son secteur travail pour la réalisation de meilleurs résultats scolaires cette année.

A noter que la wilaya de Tébessa compte actuellement 414 écoles primaires, 108 CEM et 47 lycées, a-t-on signalé auprès de la direction de l'éducation.

O. H.

Aéroport d'Alger

Un tunnel ferroviaire sous la rocade Dar El Beida-Ben Aknoun

Des travaux de creusement d'un tunnel ferroviaire sous la rocade autoroutière Sud reliant Dar el Beida à Ben Aknoun vont être lancés prochainement au niveau de la bretelle de l'aéroport d'Alger, a indiqué mardi un communiqué du ministère des Travaux publics et des Transports.

Ces travaux seront lancés dans le cadre de la réalisation d'une desserte ferroviaire qui reliera l'aéroport Houari Boumediene au réseau ferré national. A cet effet, le ministère avise que ces travaux de creusement d'un tunnel ferroviaire de 1,4 km nécessiteront une «restriction momentanée» de la circulation automobile sur cet axe.

Afin de minimiser d'éventuels désagréments qui seront engendrés par ces travaux sur la circulation automobile, les usagers de cette rocade sont appelés à «respecter la signalisation routière» qui sera mise en place selon les phases de déroulement des travaux, précise la même source.

Pour sa part, l'Agence nationale d'étude et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (Anesrif) explique que cette nouvelle liaison ferroviaire dotera bientôt l'aéroport d'Alger d'une nouvelle offre de transport alliant confort et sécurité au service de l'intérêt général.

K. M.

Tizi Ouzou

Sortie d'une promotion d'aides-soignants

La direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya de Tizi Ouzou a validé, lundi, la sortie d'une promotion de 681 aides-soignants de santé publique, a-t-on appris mardi du premier responsable local de cette institution.

Selon le Pr. Abbas Ziri, cette nouvelle promotion sortie de l'Institut de formation paramédicale de Ain El Hammam, sera répartie sur des structures de santé de quatre wilayas, en fonction des besoins exprimés, à raison de 247 aides-soignants pour Tizi Ouzou, 182 pour Bouira, 142 pour Béjaïa et 110 pour Boumerdès. Ce même responsable a indiqué que

ce produit de formation renforcera et consolidera les différentes activités tant en terme de soins hospitaliers qu'en termes de soins de proximité au profit de la population ce qui impliquera indéniablement une meilleure couverture en soins de qualité des prestations mises à la disposition des citoyens. L'affectation des 247 aides-soignants formés pour la wilaya de Tizi Ouzou sur les établissements de santé publique aura lieu dans les tout prochains jours, a-t-on indiqué de même source.

Sur un autre volet, le directeur de la santé, a annoncé que la wilaya de Tizi Ouzou a bénéficié d'une dotation de cinq

nouvelles ambulances acquises, dans le cadre d'un achat groupé, par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, pour un montant de 40 millions de DA.

Ces ambulances, qui contribueront à l'amélioration de la prise en charge des malades, et qui seront distribuées dimanche prochain, sont destinées aux établissements publics de santé de proximité (Epsp) de Larba N'ath Irathen, Iferrhounène, Ouaguenoune et Boghni et à l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Ain El Hammam, a précisé le Pr. Ziri.

R. T.



Oran

40 exposants au salon international du recyclage et du traitement des déchets



Quelque 40 exposants nationaux et étrangers prendront part à la 2ème édition du Salon international du recyclage et du traitement des déchets, prévu du 8 au 11 janvier prochain au Centre des conventions Mohamed Benahmed d'Oran, ont souligné mardi les organisateurs.

« Cette manifestation annuelle verra la participation d'exposants venant de Corée, de Tunisie et de Canada. D'autres sociétés étrangères ont été invitées et n'ont pas encore confirmé leur présence », a indiqué Mohamed Fouad Ammar, directeur de l'agence « SOS Events », organisatrice de l'événement, lors d'un point de presse.

Cette édition verra la présence des profes-

sionnels dans les domaines du tri et du recyclage, des responsables des Centres d'enfouissement technique (CET), des spécialistes dans le traitement des déchets hospitaliers, des opérateurs en matière de maintenance des équipements de collecte, de transfert de déchets et de leur recyclage, ainsi que d'autres créneaux.

Ce salon vise à faire connaître des expériences locales et étrangères dans les domaines de tri, de recyclage des déchets en vue de les valoriser, à sensibiliser le citoyen sur la question de l'environnement, sa préservation pour offrir un monde meilleur, a ajouté M. Ammar. Il a ajouté que des visites seront organisées au profit des élèves des trois paliers scolaires en vue de les sensibiliser sur l'importance du tri sélectif.

Par ailleurs, la directrice de communication et du marketing de l'Agence nationale des déchets (AND), Mme Kahina Benhamadi a

indiqué, de son côté, qu'en marge du salon, une journée d'étude sur le partenariat durable en vue d'une gestion intégrée des déchets sera organisée. Plusieurs thèmes y seront abordés comme la présentation de l'expérience coréenne en matière de gestion des déchets, les déchets électroniques, la présentation d'une étude nationale sur le recyclage du plastique ainsi que des communications sur des projets initiés par l'AND.

La responsable a signalé que 12 millions de tonnes de déchets sont générés chaque année à l'échelle nationale avec une moyenne de 20 kg/jour par citoyen. Elle a également fait état de l'existence de 200 micro-entreprises au niveau national activant dans le domaine de l'environnement, du tri et du recyclage. Celles-ci ont été créées au titre des dispositifs de l'emploi mis en place par l'Etat à l'instar de l'ANSEJ et de la CNAC.

R. N.

CET d'Oran

Nouvelles conventions signées avec des entreprises économiques

Le Centre d'enfouissement technique (CET) d'Oran a paraphé des conventions avec 26 entreprises économiques basées dans les trois zones industrielles de la wilaya (Arzew, Es-Senia, Hassi Ameur) en vue de la récupération des déchets secs recyclables (carton, plastique, déchets ferreux...), a annoncé mardi cet organisme.

Ces nouvelles conventions permettent aux entreprises de réaliser des gains financiers et d'éviter le gaspillage des ressources naturelles et d'énergie, de diminuer les impacts environnementaux et de minimiser la consommation d'énergie, d'eau et émission

de CO2, a-t-on précisé. D'autres conventions sont signées également avec d'autres secteurs, à l'exemple du secteur de l'éducation où pas moins de 54 établissements scolaires d'Oran participent dans le tri du papier en vue de son recyclage, une opération lancée il y a deux ans, a-t-on rappelé.

Ces établissements ont été tous dotés de bacs de couleur verte pour la collecte du papier. Des notes explicatives sur l'importance du tri sélectif ont été également affichées au niveau de ces infrastructures éducatives pour sensibiliser les enfants à la pratique du tri sélectif. Toutes ces opérations de tri et de

recyclage des déchets ont pour but de contribuer au changement de comportement des citoyens par rapport à la gestion des déchets, l'amélioration de l'hygiène publique et la diminution de la quantité de déchets à enfouir.

Outre ces 54 établissements scolaires, l'Epic-CET Oran est conventionné avec deux établissements de l'enseignement supérieur (l'Université de Belgaïd et l'Institut des langues étrangères), les deux ports d'Oran, les cités militaires et plusieurs autres administrations pour la récupération de leurs déchets recyclables.

M. T.

L. O.

Aéroport international "Ahmed Benbella"

Exercice de simulation d'un détournement d'avion

Un exercice de simulation d'un détournement d'avion par deux terroristes a été effectué mardi soir à l'aéroport international « Ahmed Benbella » d'Es Sénia (Oran), a-t-on constaté. L'opération a été déclenchée lorsqu'un avion de la compagnie « Air Algérie » en provenance de Paris (France) s'introduit dans l'espace aérien algérien sans signalement. Il fut ainsi accompagné par les forces de la défense aérienne du territoire jusqu'à son atterrissage sur le tarmac de l'aéroport international « Ahmed Benbella ».

L'avion, à son bord 122 passagers dont 5 membres de l'équipage, fut orienté vers un

coin isolé de l'aéroport pour lancer ensuite des négociations avec les ravisseurs qui n'ont pas abouti à un dénouement, ce qui nécessita l'intervention de la brigade spéciale de la sûreté nationale réussissant à libérer les otages, à abattre trois terroristes et à restituer l'appareil, conformément au scénario. Cette opération, qui a duré deux heures, a enregistré 22 blessés à des degrés différents de gravité qui ont été acheminés vers l'hôpital avancé situé à l'intérieur de l'aéroport pour leur fournir les premiers soins puis transférés ensuite vers les hôpitaux. Une fois l'alerte donné, une cellule de crise a été

constituée, présidée par le wali d'Oran, Mouloud Chérifi, en présence des représentants de tous les services sécuritaires, responsables et cadres de l'aéroport international.

Le commissaire de police Belhamchi Mohamed Djamil chargé de la sécurité à l'aéroport international d'Oran a déclaré que cette opération s'inscrit dans le cadre des exercices de simulation effectués par les services de la sûreté nationale, des forces aériennes de l'Armée nationale populaire (ANP), de la gendarmerie nationale, de la protection civile et de la santé pour s'en-

quérir de la performance et la compétence des services de l'aéroport international « Ahmed Benbella » à faire face aux crises qui peuvent surgir.

Cette manœuvre de simulation a vu la participation de 200 personnes de la brigade d'intervention rapide de la sûreté nationale, de la défense nationale, de la gendarmerie, de la protection civile, de la santé, de l'entreprise de gestion de l'aéroport d'Oran, de l'entreprise de navigation aérienne et de la compagnie « Air Algérie », a ajouté le commissaire Belhamchi Mohamed Djamil.

L. M.

Echangeur de Mers El-Kébir Des instructions pour livrer le projet fin avril

Les entreprises chargées de la réalisation de l'échangeur de Mers El-Kébir, au niveau de la corniche oranaise, ont été instruites de livrer ce projet à la fin avril 2018, a-t-on appris mardi des services de la wilaya d'Oran.

Le wali, Mouloud Chérifi, a insisté auprès des entreprises concernées pour respecter ces nouveaux délais lors de la visite d'inspection qu'il a effectuée sur les lieux lundi soir, a précisé la même source.

Cet échangeur aura à faire transiter le flux dans le sens Oran-Aïn El-Turck en contournant la ville de Mers El-Kébir, en l'orientant vers la deuxième tranche du mégaprojet de la nouvelle route de la Corniche oranaise, également en cours de travaux, et ce, via un évitement montagneux qui serpentera dans le bassin versant de Mers El-Kébir et débouchera directement sur le lieudit Aïn Khedidja (intersection entre les CW44 et CW45 - Corniche supérieure -), tout en contournant le tissu urbain.

Il est donc prévu une connexion entre la RN2, communément appelée route des Tunnels ou la Corniche tout court, et la nouvelle Corniche. L'automobiliste venant d'Oran aura l'embaras du choix d'itinéraire pour se rendre à la ville côtière d'Aïn El-Turck et ses environs (Bousfer, El-Ançor, les Andalouses, etc.). Il pourra soit emprunter la future route de la Corniche qui culmine en haut du mont Murdjado, soit prendre la RN2 qui serpente dans les falaises avec vue sur mer tout au long du trajet.

L'automobiliste pourra également prendre la route des Tunnels depuis la pêcherie et, une fois arrivé à l'entrée de Mers El-Kébir, bifurquer via une bretelle qui sera réalisée à ce niveau pour contourner la ville et éviter ainsi l'encombrement de la circulation pour rallier la Corniche supérieure.

Syrie

Début de l'évacuation médicale dans la Ghouta orientale

Des travailleurs humanitaires ont débuté l'évacuation médicale en urgence de la Ghouta orientale, zone rebelle assiégée près de Damas, a annoncé le Comité international de la Croix-Rouge, hier, après des mois d'attente pendant lesquels au moins 16 personnes sont mortes, selon l'ONU.



« C e soir, le Croissant-Rouge syrien (Nldr) et l'équipe du Comité international de la Croix-Rouge ont commencé l'évacuation de cas médicaux critiques de la Ghouta orientale vers

Damas», a déclaré le Cicr sur son compte Twitter officiel.

Des photos accompagnant les tweets montrent un convoi d'ambulances prêt à évacuer les patients dans un état critique.

Une autre organisation caritative, la Syrian American Medical

Society, a affirmé que les évacuations concernaient «29 cas critiques, dont l'évacuation médicale vers Damas a été approuvée. Quatre patients ont été évacués aujourd'hui». Le reste des patients devraient être transportés dans les prochains jours

d'après l'organisation.

Près de 400 000 personnes sont prises au piège dans la Ghouta, assiégée par le régime depuis la mi-2013 et où des cas de malnutrition ont été rapportés parmi les habitants, dont la moitié sont des enfants. Cette zone

L'ONU demandait depuis des semaines de pouvoir évacuer de la Ghouta près de 500 malades. Au moins 16 de ces malades sont décédés, a déclaré jeudi aux médias à Genève le chef du groupe de travail humanitaire de l'ONU pour la Syrie, Jan Egeland, détaillant notamment le décès par malnutrition d'un bébé de neuf mois.

Dernier fief de la rébellion, la Ghouta fait partie des quatre «zones de désescalade» définies en mai par la Russie et l'Iran, alliés du régime, et la Turquie, soutien des rebelles. Le but était de tenter de parvenir à une trêve durable en Syrie, ravagée par une guerre destructrice depuis 2011, qui a fait plus de 340 000 morts.

AFP

Liban

Moins d'un million de réfugiés syriens, une première depuis 2014

Le nombre de réfugiés syriens enregistrés au Liban est tombé à moins d'un million pour la première fois depuis 2014, a affirmé, mardi à l'AFP, une porte-parole des Nations unies.

Fin novembre, le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a recensé 997 905 réfugiés syriens enregistrés au Liban, en grande majorité des femmes et des enfants.

«Le chiffre avait atteint un million en avril 2014, et c'est la première fois qu'il tombe en-deçà» a indiqué la porte-parole du HCR, Lisa Abou Khaled.

Le HCR met à jour ses chiffres chaque trimestre pour évaluer les besoins des réfugiés enregistrés au Liban.

D'après Mme Abou Khaled, le nombre est

décroissant car les réfugiés sont en train de s'installer dans des pays tiers, mais aussi de revenir dans leur pays.

De 2011 à septembre 2017, près de 49 000 Syriens ont quitté le Liban dans le cadre du programme de l'ONU de réinstallation dans des pays tiers.

D'autres ont quitté le Liban par leurs propres moyens, faisant le dangereux voyage en mer pour rejoindre clandestinement l'Europe.

«Nous ne pouvons pas confirmer combien sont rentrés en Syrie. Ils ne nous disent pas nécessairement, mais nous savons qu'il y en a eu quelques milliers en 2017», a précisé Mme Abou Khaled.

En décembre 2016, le nombre de réfugiés syriens étaient de 1 011 366.

Durant les six premières années de 2017, le nombre a reculé de 10.315, puis de plus de 3 000 entre juin et fin novembre.

Depuis 2011, la guerre a poussé plus de cinq millions de Syriens à se réfugier dans des pays voisins comme la Turquie, le Liban et la Jordanie.

L'afflux de réfugiés a constitué un défi majeur pour le Liban, pays de quatre millions d'habitants aux ressources limitées. Les dirigeants libanais ont multiplié ces derniers mois les appels en faveur du retour des réfugiés chez eux.

Plus de la moitié des Syriens enregistrés au Liban vivent dans une pauvreté extrême, dans des camps informels ou des immeubles délabrés.

AFP

Yémen

14 civils tués sur un marché par un raid de la coalition dirigée par Riyad

At moins 14 civils ont été tués sur un marché dans l'ouest du Yémen dans un raid attribué à l'aviation de la coalition menée par l'Arabie Saoudite qui combat les rebelles houthis dans ce pays, ont indiqué hier des sources locales.

Ces frappes, qui ont eu lieu mardi dans la localité d'Al-Haima, au nord-est de la ville de Taëz, ont également tué 11 rebelles et blessé 16 civils, selon des habitants et un responsable de l'administration locale loyale au gouvernement.

Taëz, grande ville du sud-ouest du Yémen est contrôlée par les forces du président Abd Rabbo Mansour Hadi mais elle est encerclée par les insurgés.

S'exprimant sous le couvert de l'anonymat, le responsable a affirmé que cette frappe avait été menée par «erreur», dans une région où la coalition tente de soutenir un «soulèvement de la population» contre les rebelles houthis.

Cette coalition intervient en soutien aux forces de M. Hadi, reconnu par la communauté internationale, et contre les

rebelles houthis, qui contrôlent une grande partie du nord du pays mais aussi, depuis 2014, la capitale Sanaa.

Dans la région de Hodeida (ouest) où les troupes pro-gouvernement tentent d'avancer vers le port contrôlé par les rebelles, 22 Houthis faisant partie d'un convoi venu de Sanaa en renfort ont été tués dans des raids aériens, selon des sources militaires et hospitalières.

Cette région connaît une intensification des opérations militaires depuis le tir, le 19

décembre, d'un missile balistique par les rebelles yéménites sur Riyad.

Les combats et les raids ont fait plus de 60 morts samedi et dimanche, selon un bilan avancé lundi par des responsables des services de sécurité et des hôpitaux.

Le conflit au Yémen a fait plus de 8 750 morts, dont de nombreux civils, depuis l'intervention de la coalition arabe en mars 2015, selon l'ONU. Cette coalition affirme avoir tué quelque 11 000 Houthis.

AFP

Selon la coalition américaine Il reste moins de 1 000 combattants de Daech

Moins de 1 000 combattants de l'Etat islamique (EI) se trouvent encore en Irak et en Syrie, soit trois fois moins que l'estimation faite il y a trois semaines, indique la coalition internationale sous commandement américain, hier.

L'Irak et la Syrie ont tous deux proclamé la victoire dans leur guerre contre les djihadistes qui avaient constitué un califat de fait à cheval sur les deux pays à la faveur d'une offensive en 2014.

«Grâce à l'engagement de la coalition et à la compétence affichée par nos partenaires en Irak et en Syrie, nous estimons qu'il reste moins de 1 000 terroristes de Daech dans les zones de nos opérations conjointes, la plupart étant pourchassés dans les régions désertiques dans l'est de la Syrie et l'ouest de l'Irak», indique un communiqué de la coalition.

La Russie, qui a sauvé le régime de Bachar al Assad, estime que la guerre contre l'EI est terminée et le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a expliqué que l'essentiel était désormais de détruire le Front al Nosra en Syrie.

La coalition conduite par les Etats-Unis avait estimé le 5 décembre qu'il restait moins de 3 000 combattants de l'EI. L'Irak a proclamé le 9 décembre «la victoire finale» sur le groupe djihadiste.

«Nous pouvons dire que nous travaillons avec nos partenaires à tuer ou capturer les derniers terroristes de Daech, à détruire leurs réseaux et à empêcher leur résurgence ainsi qu'à les empêcher de s'enfuir dans les pays voisins», ajoute la coalition.

Reuters

Turquie La Russie va fournir quatre divisions de missiles

La Russie va fournir à la Turquie quatre divisions de missiles sol-air S-400 pour un montant de 2,5 milliards de dollars dans le cadre d'un accord sur le point d'être conclu, déclare Sergueï Tchemezov, patron du conglomérat public russe Rostec, cité par le quotidien Kommersant, mercredi.

La Turquie versera 45% de la somme en à-valoir et la Russie couvrira les 55% restants sous forme de prêts, a précisé Tchemezov.

Les premières livraisons devraient avoir lieu en mars 2020, a-t-il ajouté.

Cet accord a suscité la préoccupation des Occidentaux car la Turquie est membre de l'Otan et que le système de missiles russes n'est pas intégré à l'architecture militaire de l'alliance.

La Turquie est le premier pays de l'Otan à faire l'acquisition de ces missiles S-400.

Les ministères russe et turc des Finances ont conclu leurs négociations sur le financement de l'accord dont les documents définitifs doivent simplement être approuvés, indique Tchemezov.

Reuters



Casques bleus tués en Côte d'Ivoire

20 ans de prison pour un ex-ministre

L'ex-ministre ivoirien Hubert Oulaye a été condamné mardi à vingt ans de prison pour complicité d'assassinat de dix-huit personnes, dont sept soldats de l'ONU, par la cour d'assises d'Abidjan, dont le verdict a été accueilli dans un silence de mort.



"C" est une condamnation sans preuve. C'est une condamnation politique", a réagi M. Oulaye, qui a pu regagner son domicile alors que ses avocats promettent un pourvoi en cassation.

L'avocate générale, Mireille Kouassi, avait requis la réclusion à vie pour les deux accusés, Hubert Oulaye, 64 ans, ministre de la Fonction publique de l'ex-président Laurent Gbagbo dans les années 2000, et Maurice Djire, 37 ans, dans le cadre de la mort de ces 18 personnes lors d'une attaque dans l'ouest de la Côte d'Ivoire en juin 2012.

Elle assure que "de manière évidente, Hubert Oulaye a fourni les moyens financiers en vue de l'installation d'une rébellion dans l'Ouest", estimant que "le compli-

ce est parfois plus dangereux que l'auteur".

"Il ne s'agit pas d'un procès politique (...) juste parce qu'il y a un homme politique (dans le box)! Tenons-nous aux faits. Laissons la politique aux politiciens", a-t-elle dit. Auparavant, Diomande Vafoungbe, l'avocat de l'Etat ivoirien, partie civile, avait évoqué le contexte de la crise post-électorale qui a fait 3.000 morts après le refus de l'ancien président Gbagbo de reconnaître sa défaite électorale. "A l'époque, les Libériens disaient: +No Gbagbo, No peace+ (Pas de Gbagbo, pas de paix)", a précisé l'avocat indiquant qu'il y avait des "liens" entre le Front populaire ivoirien (FPI), le parti de Gbagbo, et les mercenaires libériens.

"J'ai honte de la justice ivoirienne. Le dossier est vide", a lancé Rodrigue Dadjé, un des

défenseurs du ministre. Pour lui la cour aurait dû prononcer "un arrêt de non-lieu pur et simple. Cette condamnation à vingt ans est une décision politique. Elle est plus faite pour mettre Hubert Oulaye hors d'état de nuire sur le plan politique afin qu'il ne gêne pas...".

"Pour une démocratie comme la nôtre qui veut sortir de la crise post-électorale de 2011, on est en train de créer un précédent extrêmement grave: ceux qui viendront après ce pouvoir vont vouloir faire la même chose en se vengeant. Et on va être dans un cycle infernal de vengeance. On a besoin d'une justice équitable et transparente, pas celle qui rend des condamnations à 20 ans sans élément de preuve", a-t-il conclu. Dans cette affaire, M. Oulaye a fait deux ans de détention préventive (mai 2015-juin

2017). Il avait été arrêté six mois après son retour d'exil du Ghana, et quelques jours seulement après avoir participé à une réunion de "frondeurs" du FPI.

Ces "frondeurs" se présentent comme les "gardiens du temple" et boycottent tout scrutin, s'opposant au courant dirigé par Pascal Affi N'Guessan, l'actuel président du parti, qui se présente aux élections et semble vouloir tourner la page Gbagbo, actuellement jugé par la Cour pénale internationale pour "crimes contre l'humanité" présumés lors de la crise post-électorale de 2010-2011.

Lors des procès concernant la crise politico-militaire, qui a déchiré la Côte d'Ivoire de 2002 à 2011, la défense a souvent dénoncé une "justice des vainqueurs".

AFP

Angola La Russie a lancé un satellite de télécoms

■ La Russie a lancé mardi de Baïkonour une fusée porteuse du premier satellite angolais de télécoms, Angosat-1, en utilisant une fusée ukrainienne, dont l'utilisation est assez rare en raison des mauvaises relations entre la Russie et l'Ukraine.

Des images diffusées en direct par la firme Roscosmos ont montré la fusée en train de décoller dans la nuit d'une rampe de lancement du Kazakhstan. Elle a été mise en orbite peu après.

La fusée Zenit-2SB transportant Angosat-1 vers son orbite a été fournie par la firme ukrainienne Yuzhmash. Depuis 2014, date de l'annexion de la Crimée par Moscou, il s'agit d'un lancement en commun rare pour les deux pays.

L'Angola et la Russie avaient convenu en 2009 de lancer Angosat-1. Le projet comporte le satellite, son lancement et des infrastructures au sol dans une banlieue de Luanda.

Ce projet d'environ 280 millions de dollars est financé par un crédit des banques d'Etat russes.

La mission du satellite, d'une durée de 15 ans, a pour but d'améliorer les communications par satellite, l'accès à l'internet et des services de radiotélévision.

Quelque 50 ingénieurs angolais ont été formés, notamment au Brésil, en Chine et au Japon. La Russie supervisera le fonctionnement du satellite à partir d'un centre de contrôle construit près de Luanda.

AFP

Tunisie Plus forte croissance au monde dans la production d'huile d'olive

■ La Tunisie a enregistré la plus forte croissance au monde en ce qui concerne de la production d'huile d'olive pour la campagne 2017/18, selon la présidence du Gouvernement.

"120% de croissance par rapport à la campagne précédente", selon les estimations du Conseil Oléicole International (COI), citées dans une note économique de la présidence du Gouvernement.

Grâce à une production de l'huile d'olive estimée, cette année, à 220000 tonnes, la Tunisie pointe au quatrième rang mondial", a affirmé la même source.

"Des hausses de croissance sont également prévues en Turquie, autour de 287 000 t (+ 62%), au Maroc avec 140 000 t (+ 27%), en Algérie avec 80 000 t (+ 27%), en Argentine avec 37 500 t (+ 74%), en Jordanie et Egypte avec une production de 25 000 t, les deux augmentant de 25% et en Libye avec 18 000 t (+ 12%)", selon le COI.

"La récolte mondiale d'huile d'olive devrait connaître une hausse de 14% (2894 mille tonnes) alors que la consommation devrait enregistrer une légère augmentation de 5% (2954 mille tonnes), précise le COI.

T. L.

Nigeria

Le pays paralysé par une pénurie d'essence

Les files d'attente ne diminuent pas au Nigeria où les automobilistes attendent parfois plus de 24 heures avant de remplir leur réservoir, alors que le premier producteur d'or noir d'Afrique traverse une grave crise de pénurie d'essence raffinée.

"Je voulais aller passer Noël en famille dans l'Etat d'Osun (au nord de Lagos), mais j'ai dû annuler", raconte à l'AFP Tope Alake, un automobiliste devant l'une des quelques pompes encore actives à Lagos, la capitale économique du Nigeria.

"Je devrais être avec ma famille", se désespère quant à lui Alex Ogunsola, en ce jour de Boxing Day, férié au Nigeria. "Je voulais emmener mes enfants à la plage, mais je suis encore dans la file d'attente, et je ne suis même pas sûr de voir de l'essence aujourd'hui", regrette-t-il.

Des embouteillages monstre ont gâché les

fêtes de Noël au Nigeria, qui se réjouissait pourtant de passer de meilleures fêtes que l'année dernière, lorsque le pays était en pleine récession économique.

Les causes de cette nouvelle pénurie de pétrole restent incertaines, chacun se renvoyant la faute. Les distributeurs affirment que la NNPC (Nigerian National Petroleum Company), responsable de la distribution de pétrole dans le pays, n'a pas assez de ressources pour faire face à la demande de ce géant de 190 millions d'habitants.

Sur ordre d'Abuja, Maikanti Baru, directeur général de la NNPC, a annoncé lundi qu'un plan national avait été mis en place pour livrer "300 millions de litres" d'essence supplémentaire, pour "soutenir la consommation actuelle de 45 millions de litres par jour", bien plus élevée en cette période de fêtes que les "27 à 28 millions" de litres habituels.

Il a également fait savoir que les raffineries nationales de Port Harcourt et Kaduna produisent 3,8 millions de litres de pétrole raffiné par jour, un chiffre bien maigre pour le premier exportateur de brut du continent africain (près de 2 millions de barils par jour).

M. Baru a toutefois accusé les vendeurs d'essence au marché noir de paralyser volontairement les stations essence pour faire monter les prix de vente parallèle à 400 nairas le litre, contre 120 nairas en période normale.

Du côté des consommateurs, on suspecte le gouvernement de créer ce chaos pour justifier une augmentation de l'essence et du diesel à la pompe l'année prochaine.

La crise est particulièrement grave dans ce pays, où l'électricité publique reste défectueuse, et que les entreprises et les particuliers dépendent de leur générateur à diesel pour s'éclairer.

AFP

Colombie

Entre les investissements et la paix

Depuis 2016, la Colombie est en butte à ses premières plaintes au sein des tribunaux internationaux d'arbitrage privé. Ces plaintes exposent le modèle de développement mis en place par l'État colombien, ainsi que les contradictions du processus de paix.

Par Frédéric Thomas

A lors que le processus de paix en Colombie accumule retards, obstacles et frustrations, le pays est, pour la première fois de son histoire, la cible de plaintes au sein des fameux tribunaux internationaux d'arbitrage privé (ISDS, selon leurs initiales en anglais). En effet, depuis 2016, l'État colombien doit affronter cinq plaintes – et trois annonces de nouvelles plaintes. Le montant total des compensations demandées atteindrait 23 milliards de dollars (un peu plus de 18 milliards d'euros), soit plus que les budgets réunis, en 2016, pour l'éducation et pour l'inclusion sociale et réconciliation, en Colombie. La multiplication de ces cas s'inscrit tout à la fois dans le panorama de la mondialisation actuelle et dans les choix stratégiques du développement du gouvernement de Bogota. Elle permet en outre d'éclairer les contours et les contradictions de la paix en Colombie.

PANORAMA INTERNATIONAL ET NATIONAL

Le recours aux ISDS est prévu par les traités d'investissements et les accords de libre-échange (ALE), qui sont entrés en vigueur au cours du dernier quart de siècle. Du fait de la prolifération de ces accords et traités – plus de 3200 ALE dessinent, aujourd'hui, un réseau complexe et confus de par le monde –, et de la dynamique même des multinationales, il existe, fin 2016, 767 cas connus en cours d'arbitrage. Ce mécanisme soulève autant de questionnements que de résistances, tant par rapport à sa procédure – opaque, asymétrique, coûteuse, biaisée par les conflits d'intérêts, etc. – que par sa logique : la privatisation du mode de règlement des différends, la mise en concurrence de droits, en fonction d'une protection exacerbée des investissements.

Plus d'une vingtaine de traités bilatéraux d'investissements (TBI) et d'ALE, disposant de chapitres d'investissements, sont actuellement en vigueur en Colombie. Une quinzaine d'autres, déjà signés, le seront dans les prochaines années. Au total, plus des deux tiers ont été signés sous les gouvernements d'Alvaro Uribe (2002-2010) et de Juan Manuel Santos, au pouvoir depuis 2010. Ces gouvernements se sont caractérisés par une politique très libérale, soucieuse d'attirer les investissements directs étrangers (IED), et une stratégie commune de développement.

Si, avec la baisse des prix des matières premières, les IED – en provenance prioritairement, en 2016, des États-Unis, du Canada et de l'Espagne – ont été fortement réduits dans les secteurs minier et pétrolier, ceux-ci ne comptaient pas moins de 41% des flux financiers entre 1994 et 2016. Cela tient à la fois de l'orientation de ce type d'investissements, de l'importance des richesses minières en Colombie – cinquième producteur d'or et premier de charbon de la région – et de la stratégie de développement des gouvernements successifs, dont ceux de Santos, qui ont fait du secteur minier-énergétique une des locomotives de la croissance, un moteur du développement.

Sur les cinq plaintes connues, en cours au sein des ISDS, trois concernent le secteur minier, et ont été déposées par des multinationales canadiennes (Eco Oro et Cosigo resources), états-unienne (Tobie Mining) et suisse (Glencore). Cela correspond à une tendance mondiale puisque les cas d'arbitra-



ge concernent en priorité le secteur du pétrole, du gaz et minier, mais aussi à une dynamique régionale ; les voisins de la Colombie, le Venezuela et l'Équateur, comptabilisant respectivement 59 et 23 recours aux ISDS, en 2016.

Au-delà des particularités propres aux plaintes soulevées contre l'État colombien par les multinationales minières, des constances se dégagent. À chaque fois, ce qui est en cause, est l'interdiction de mettre en œuvre leurs projets, en raison de l'impact environnemental et de l'opposition des populations locales. En conséquence, le gouvernement est accusé d'avoir eu recours à des mesures « disproportionnées », d'avoir opéré une « expropriation indirecte » sans compensation, frustrant de la sorte les « attentes légitimes » de ces compagnies en termes d'investissements ; ce qui est contraire aux engagements inscrits dans les TBI et ALE, auxquels ce même gouvernement a souscrit.

Les sites miniers mis en cause se situent dans un environnement particulièrement sensible. Ainsi, la concession minière accordée à Eco Oro, dans le département de Santander, a été réduite car elle coïncidait partiellement à la délimitation de la région du Paramo de Santurban, comme aire protégée. De même, le projet de Cosigo resources et de Tobie mining consistant à extraire de l'or dans l'Amazonie a été annulé du fait qu'il se situe dans un territoire institué entre temps comme « réserve naturelle » : le parc naturel Yaigó-Apaporis, emblématique par la richesse de sa biodiversité (faisant coexister 18 écosystèmes différents) et la présence en son sein de 19 communautés indigènes.

C'est un cas similaire qui a fait scandale récemment et pourrait entraîner une nouvelle plainte auprès des ISDS. Le pétrolier texan Hupecol avait, en effet, obtenu un permis d'exploitation près du « fleuve aux cinq couleurs », dans la chaîne montagneuse de La Macarena, (département de Meta), avant d'être suspendu par le président Santos lui-même. Intensive et à grande échelle, l'extraction de minerais et de pétrole a des effets particulièrement nocifs – utilisation de produits hautement toxiques (cyanure, mercure...) – pour l'environnement, en général, et pour l'eau, en particulier – épuisement des ressources et contamination.

Cosigo resources et Tobie mining réclameraient, en guise de compensation, 16,5 milliards de dollars (un peu plus de 13 milliards d'euros). Cette somme faramineuse est calculée en fonction de l'argent investi à perte, mais surtout en fonction des recettes qu'aurait générées ce projet s'il avait été mené à terme selon les deux multinationales ! Sans compter qu'à tout cela, il faudra ajouter encore plusieurs dizaines de millions de dollars pour payer les frais de défense et d'arbitrage. Comme le reconnaissait l'Alliance internationale contre la mine au Salvador, à propos du cas Pacific Rim/OceanaGold

contre l'État salvadorien, qui s'est conclu en 2016 : « il n'y a pas de gagnants ». Juste des perdants, à des degrés variables.

Les conflits juridiques que soulèvent ces projets miniers en Colombie mettent au jour la désarticulation institutionnelle entre les divers ministères et niveaux d'autorités publiques (locales, régionales, nationales), en charge de ces questions, ainsi que leur manque de capacités et de cohérence, de contrôle et de suivi, et, enfin, les très fortes pressions exercées. Il est d'ailleurs symptomatique que la gestion de la principale institution colombienne concernée, l'Autorité nationale des permis environnementaux (ANLA), soit négligente et entachée d'irrégularités, qui ne peuvent qu'alimenter la défiance envers les permis environnementaux qu'elle est amenée à octroyer. Or, ces permis et le droit à la consultation sont au cœur des enjeux conflictuels de toute activité extractiviste.

LA PAIX OU LA PACIFICATION ?

Mais le problème de fond renvoie moins à une gestion déficiente qu'à la stratégie de l'État colombien. Ainsi, que peut-il rester du droit (inscrit dans la Constitution colombienne et dans la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT), que la Colombie a ratifiée) des peuples autochtones – afro-colombiens et indigènes – à la consultation préalable pour tout projet qui affecte leurs territoires ? Que reste-t-il de la logique et du pouvoir des études d'impacts environnementaux ? Ne sont-ils pas reconfigurés en fonction de la priorité donnée à un développement basé sur l'exploitation intensive de ressources naturelles destinées à l'exportation ? Droit, permis et consultation peuvent certes fixer une partie des conditions et des réparations de ce type d'exploitation, mais jusqu'à quel point admet-on qu'ils puissent la refuser et offrir des alternatives, basées entre autres sur l'agriculture paysanne ? En ce sens, les BTI et ALE, en ayant des intérêts convergents, en misant sur les mêmes secteurs de croissance, et en donnant la priorité aux investissements étrangers, ne font que surdéterminer et renforcer la stratégie de l'État colombien. Et le refus du gouvernement, maintes fois exprimés au cours des négociations de paix avec la guérilla des Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC), de discuter du modèle économique et politique du pays révèle que c'est justement ce modèle qui est au centre du conflit armé en Colombie.

La paix ; pour quoi, pour qui ? Pour investir et exploiter des ressources, jusque-là inaccessibles du fait de la guerre interne ? Pour les multinationales, les mégaprojets d'infrastructures et d'agrobusiness, miniers et pétroliers ? Pour l'élite financière, les grands propriétaires et éleveurs, dans un des pays les plus inégalitaires du monde, où le conflit armé a servi au déplacement forcé, à l'accaparement de terres et à la contre-réforme agraire ? En tous cas, pas pour les principales vic-

times de cette guerre : les paysans, en général, les indigènes et les Afro-colombiens, en particulier, qui semblent toujours apparaître aux yeux de la classe dominante comme autant d'obstacles anachroniques au développement.

Entre le 1er janvier 2016 et le 5 mars 2017, 156 leaders des droits humains ont été assassinés selon la Defensoría del Pueblo. Avec l'assassinat de 37 défenseurs de la terre et de l'environnement, en 2016, la Colombie est devenue le deuxième pays le plus dangereux au monde pour la défense de ces droits selon Global witness. Les chiffres sont à la hausse, l'impunité demeure quasi totale. Et la croissance annoncée (et recherchée) des investissements, alliée à la soif de ressources naturelles, risquent de se traduire en une pression accrue sur les territoires et, par prolongement, sur les défenseurs des droits humains, les dirigeants communautaires et les organisations sociales. Or, les ISDS, par la menace de compensations financières qu'ils font peser sur les États, constituent un catalyseur de cette pression.

Le projet de Gran Colombia Gold se situe sur des terres où travaillent quelque 5000 familles de mineurs artisanaux, opposés à la mise en œuvre de cette mine. La multinationale a finalement trouvé un compromis avec l'État. Elle justifiait sa menace de recourir aux ISDS sur base du manque d'efficacité du gouvernement à maintenir l'ordre public, incapable qu'il aurait été d'agir contre les grèves, les manifestations et les actions de sabotage de l'Armée de libération nationale (ELN), l'autre guérilla historique, elle aussi engagée dans des négociations avec l'État.

Ces plaintes sont caractéristiques d'une logique extractiviste, arc-boutée sur les investissements et les ISDS. Elles réduisent l'action publique à assurer un climat favorable et sécurisé aux investissements, en mettant en concurrence les différents droits – ceux des investisseurs et ceux des populations locales, ceux de la croissance et ceux de la santé et de l'environnement –, voire en les subordonnant à la stratégie nationale de développement qui, historiquement en Colombie, s'est imposée par la violence armée.

C'est donc toute la chaîne de ce modèle de développement, depuis les traités et accords internationaux d'investissements jusqu'aux déplacements de familles rurales, en passant par l'extractivisme, qu'il faut démonter, sous peine d'hypothéquer, à plus ou moins court terme, la chance d'une résolution pacifique du conflit armé. Et tant que ne sera pas mis, au cœur de la discussion, le modèle politico-économique colombien, pour les défenseurs des droits humains et de l'environnement, pour les syndicats et les organisations sociales, pour les mouvements afro-colombiens, indigènes, paysans, et de femmes, la paix risque fort de se réduire à la poursuite de la guerre par d'autres moyens.

Frédéric Thomas



Le Kremlin défend la "légitimité" de la présidentielle après le rejet de Navalny

Le Kremlin a défendu mardi la "légitimité" de la présidentielle de mars après le rejet de la candidature du principal opposant à Vladimir Poutine, Alexeï Navalny, qui a appelé à boycotter un scrutin déjà sans suspense.

Charismatique juriste à l'origine d'enquêtes sur la corruption des élites russes, Alexeï Navalny, 41 ans, a décrété une «grève du vote» immédiatement après la décision de la Commission électorale. Cette dernière a rejeté son dossier de candidature en raison d'une condamnation qu'il dénonce comme «fabriquée».

L'Union européenne a dénoncé cette décision qui jette, selon elle, «un sérieux doute sur le pluralisme politique en Russie et la perspective d'élections démocratiques l'année prochaine».

«La non-participation d'une des personnes qui souhaitait être candidat en raison de la loi ne peut en aucun cas affecter la légitimité de l'élection», a martelé aux journalistes le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

Plus d'une vingtaine de candidats ont dit vouloir affronter Vladimir Poutine lors de la présidentielle du 18 mars. Devraient ainsi être admis dans la course les traditionnels candidats du Parti communiste et des natio-

nalistes du LDPR, ainsi que la journaliste proche de l'opposition libérale Ksenia Sobtchak, qui espère réunir les Russes mécontents.

Vu la popularité du président au pouvoir depuis 18 ans et l'absence de son principal opposant qui a réuni des milliers de jeunes dans la rue ces derniers mois, certains observateurs envisagent une abstention élevée qui affaiblirait la légitimité du résultat.

Les experts estiment ainsi que le principal objectif du Kremlin est désormais de mobiliser les électeurs pour une élections semblant jouée d'avance et de limiter les fraudes pour éviter des manifestations d'ampleur comme en 2011-2012 et les critiques des Occidentaux et de l'opposition.

«Le risque d'une participation faible est réel. Ce n'est pas lié à Navalny, mais à la perte d'intérêt dans les élections au vu d'un résultat connu à l'avance», explique la politologue Ekaterina Schulmann, de l'université Ranepa. Le patriarche de l'Eglise orthodoxe russe Kirill, proche du Kremlin, a ainsi appelé mardi les croyants à se rendre aux urnes le 18 mars. «Nous devons absolument y prendre part, pour apporter notre contribution à la formation du futur de notre pays», a-t-il déclaré, cité par l'agence publique Ria Novosti.

Le quotidien RBK rapportait début décembre que le Kremlin avait donné la consigne aux responsables dans les régions de faire du jour du scrutin une fête pour attirer les électeurs dans les bureaux de vote.

Pouvoir de nuisance

En dépit de l'indifférence des médias nationaux, les meetings d'Alexeï Navalny

ont rassemblé des milliers de personnes et il a ouvert des dizaines de bureaux de campagne en province, sur lesquels il entend désormais s'appuyer pour appeler au boycott.

«Les appels au boycott seront examinés minutieusement pour déterminer s'ils sont conformes ou non à la loi», a pour sa part réagi M. Peskov mardi.

Le rejet de sa candidature est loin de constituer une surprise. Elle avait à plusieurs reprises averti que l'opposant ne pourrait se présenter avant 2028 en raison d'une condamnation en février dernier à cinq ans de prison avec sursis pour détournement de fonds.

Selon Mme Schulmann, il s'agissait avant tout pour les autorités de ne pas prendre le risque d'un deuxième tour Poutine-Navalny, car «celui qui arrive au deuxième tour devient la deuxième personne la plus importante dans le système politique après le président».

L'opposant, qui dispose d'une fidèle base de soutiens et qui a organisé deux manifestations d'ampleur cette année, accuse le pouvoir d'avoir monté cette affaire pour l'éloigner de la politique.

«Si vous ne me laissez pas participer à l'élection, vous allez à l'encontre des 16.000 personnes qui m'ont désigné comme candidat, des 200.000 volontaires de ma campagne et des trois millions qui exigent que je sois présent au scrutin», a déclaré M. Navalny devant la Commission électorale lundi. «Une quantité énorme de gens vont le boycotter (...) et je suis sûr que personne ne reconnaîtra ce processus électoral», a-t-il ajouté.

AFP

Un maoïste en détention au pays de Mao

■ Un intellectuel maoïste a été placé en détention en Chine pour «trouble à l'ordre public», une mesure contestée par plusieurs centaines de sympathisants qui ont adressé une rare pétition aux successeurs du «Grand timonier».

Zhang Yunfan, jeune diplômé de la prestigieuse Université de Pékin, a été interpellé le mois dernier alors qu'il animait une discussion consacrée à l'attitude des autorités envers les prises de parole «gauchistes» dans une université de Canton (sud), rapportent les auteurs de la pétition.

Sans procès, Zhang Yunfan a été placé en détention pour six mois pour «organisation de rassemblement de nature à troubler l'ordre public», selon le texte, déjà signé mercredi par plus de 350 personnes, principalement des universitaires, des étudiants ou des journalistes.

Interrogée par l'AFP, la police de Canton à qui la pétition a été adressée a répondu qu'elle n'était pas autorisée à évoquer cette affaire.

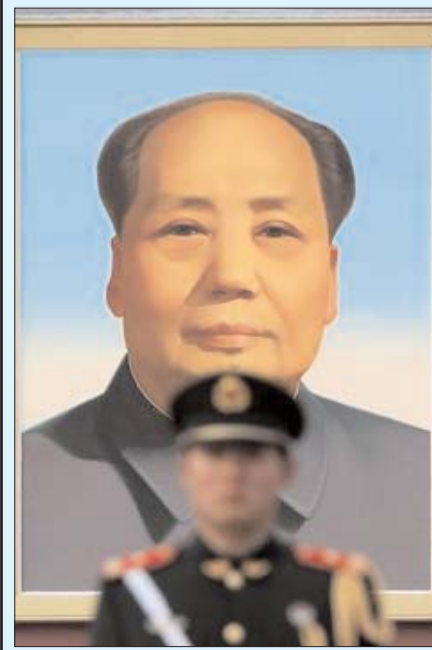
La personnalité de Mao Tsé-toung, fondateur en 1949 de la République populaire, reste intouchable en Chine malgré les millions de morts attribués au dictateur durant son règne, achevé par sa mort en 1976. Le Parti communiste chinois (PCC) a tranché en 1981 en faveur d'un bilan positif à 70% et négatif à 30%.

Mais certains militants de gauche révèrent la mémoire du défunt président en accusant ses successeurs d'avoir abandonné le rêve de l'égalitarisme communiste, dans un pays où les écarts de richesse sont considérables.

Ils ont généralement plus de marge de manoeuvre pour exprimer leurs opinions que les dissidents «droitiers» qui réclament la démocratie et le respect des droits de l'homme et sont régulièrement condamnés à de lourdes peines de prison pour «subversion».

Deux professeurs d'université ont confirmé à l'AFP avoir signé la pétition, un rare geste de défi au régime du président Xi Jinping. «Il n'est pas juste qu'il ait été arrêté simplement pour avoir participé à une conférence», a déclaré le professeur Kuang Xinnian, de la prestigieuse Université Tsinghua à Pékin.

AFP



AFP

Corée du Nord

Lavrov et Tillerson soulignent la nécessité de négocier

■ Les chefs de la diplomatie russe et américaine, Sergueï Lavrov et Rex Tillerson, ont eu mardi un entretien téléphonique consacré au programme nucléaire nord-coréen, convenant de l'importance de passer à une phase de négociations, selon Moscou.

«Les deux parties partagent l'opinion que le programme de missile nucléaire nord-coréen est contraire aux exigences du Conseil de sécurité de l'ONU», a indiqué le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

«Il a été souligné qu'il était nécessaire de passer d'un langage de sanctions à un processus de négociations dès que possible».

M. Lavrov a «une nouvelle fois souligné qu'il était inadmissible d'exacerber les tensions autour de la péninsule coréenne par la rhétorique agressive de Washington envers Pyongyang et par l'augmentation des préparatifs militaires dans la région», a-t-on ajouté de même source, précisant que l'entretien avait eu lieu à l'initiative de Washington.

Le Conseil de sécurité a adopté vendredi à l'unanimité, grâce au soutien de la Chine, une résolution imposant de nouvelles sanctions à la Corée du Nord, en particulier des restrictions aux importations de pétrole, crucial à ses programmes de missiles et nucléaire.

Le président américain Donald Trump a

menacé de «détruire totalement» la Corée du Nord en cas d'attaque contre les Etats-Unis, tandis que Pyongyang affirme que la communauté internationale doit l'accepter comme une puissance nucléaire.

Pyongyang a qualifié dimanche d'«acte de guerre» ces nouvelles sanctions.

Moscou a appelé à l'organisation de pourparlers entre la Corée du Nord et les Etats-Unis, mettant en garde contre le «risque d'une escalade échappant au contrôle». La Russie a également critiqué les manoeuvres organisées par Washington et la Corée du Sud estimant que cela provoquait Pyongyang.

AFP

Pérou

Après avoir été gracié, Fujimori demande "pardon"



L'ex-président péruvien Alberto Fujimori a demandé mardi "pardon" pour les actes commis par son gouvernement (1990-2000) depuis son lit d'hôpital, deux jours après une grâce controversée accordée par le chef de l'Etat Pedro Pablo Kuczynski.

« **J**e suis conscient que les résultats sous mon gouvernement ont, en partie, été bien accueillis, mais je reconnais que j'ai également déçu une partie de

mes compatriotes. Je leur demande pardon du fond du coeur », a déclaré Fujimori, 79 ans, condamné à 25 ans de prison pour corruption et crimes contre l'humanité, dans une vidéo publiée sur Facebook.

Dimanche, Pedro Pablo Kuczynski lui a accordé une grâce «humanitaire», alors qu'il s'était engagé durant sa campagne électorale de 2016 à ne pas le libérer.

Cette décision a provoqué une crise politique au Pérou contre le président, qui venait jeudi d'éviter une destitution par le Parlement, après avoir reçu le soutien d'une partie du Fujimorisme, mouvement politique fondé par l'ex-homme fort du Pérou, qui se situe pourtant dans l'opposition.

Plus de 5.000 Péruviens ont manifesté

lundi soir à Lima pour dénoncer la grâce accordée à Alberto Fujimori et exiger la démission de PPK (acronyme et surnom du président Pedro Pablo Kuczynski, ndlr), qu'ils accusent d'avoir négocié politiquement cette mesure.

Président de 1990 à 2000, M. Fujimori, d'origine japonaise, purgeait depuis 2007 une peine de 25 ans de prison pour corruption et crimes contre l'humanité pour avoir commandité l'assassinat de 25 personnes aux mains d'un escadron de la mort durant la guerre contre les guérilleros du Sentier lumineux (extrême gauche maoïste).

Il a été hospitalisé samedi pour arythmie et tension artérielle basse.

AFP

Pays-Bas

Quatre hommes suspectés de "terrorisme" arrêtés

La police néerlandaise a arrêté dimanche quatre hommes, dont un citoyen suédois, «suspectés d'être impliqués dans des activités terroristes», a indiqué le parquet mardi.

L'un des hommes, âgé de 29 ans, était arrivé par avion de Stockholm plus tôt dans la journée de dimanche tandis que les trois autres, âgés de 21, 23 et 30 ans, sont originaires des villes de Flardingue, Delft et Gouda, dans le sud-ouest des Pays-Bas.

La police, qui a perquisitionné dans plu-

sieurs maisons de ces trois villes, a déclaré avoir saisi des documents. Aucune arme ni explosif n'ont toutefois été découverts.

Bien qu'il «n'y ait aucune information concrète qui indique un projet d'attaque terroriste, la police et le bureau du Procureur général ne veulent prendre aucun risque», a ajouté le parquet sans donner plus d'informations.

Les suspects ont été placés en garde à vue en attendant de comparaître devant un

tribunal. Interpellé à Rotterdam l'an dernier, un citoyen néerlandais a été condamné à quatre ans de prison en novembre pour la planification d'un attentat. La police avait alors saisi un fusil d'assaut ainsi qu'une grande quantité de matériel pyrotechnique.

Les Pays-Bas ont jusqu'à présent été épargnés par la vague d'attentats terroristes qui a frappé plusieurs de ses voisins européens ces dernières années.

AFP

Incendie dans le sud des Philippines Nouveau bilan de 38 morts

■ Trente-huit personnes ont péri dans l'incendie qui a ravagé samedi un centre commercial de Davao, selon un nouveau bilan annoncé mercredi par la maire de cette ville du Sud des Philippines.

Un précédent bilan faisait état de la mort de 37 employés du centre d'appel situé au quatrième et dernier étage de l'immeuble NCCC de Davao.

Mais le corps d'une trente-huitième victime a été découvert, en l'occurrence un employé de la sécurité du centre commercial qui est décédé en tentant de secourir les personnes piégées par les flammes.

La maire de la ville, Sara Duterte, qui n'est autre que la fille du président Rodrigo Duterte, a indiqué que ce bilan incluait une employée du centre d'appel appartenant à la société américaine SSI, même si son corps n'a pas été retrouvé.

M. Duterte a pour sa part promis de faire la lumière sur les raisons de ce dramatique incendie. Des syndicats ont estimé que la gravité du

bilan était le signe de graves manquements aux normes de sécurité, des accusations rejetées par l'opérateur du centre commercial.

«Nous rejetons catégoriquement les allégations selon lesquelles nous n'avions pas suffisamment d'issues de secours et d'extincteurs», a déclaré dans un communiqué Thea Padua, porte-parole de NCCC.

«Nous avons pleinement respecté les normes syndicales.»

Les sinistres meurtriers ne sont pas rares aux Philippines, notamment dans les zones de bidonvilles où aucune réglementation anti-incendie n'est appliquée.

Le plus meurtrier est survenu en 1996 dans une boîte de nuit de Manille, faisant 162 morts.

Ville natale de Rodrigo Duterte, Davao, située à environ 1.000 km de Manille, sur l'île de Mindanao, est la plus grande agglomération du sud des Philippines et compte 1,5 million d'habitants.

AFP

Argentine

Le procureur Nisman a été assassiné, dit un juge

■ Le procureur argentin Alberto Nisman retrouvé mort après avoir accusé l'ex-présidente Cristina Fernandez d'avoir cherché à étouffer l'enquête sur un attentat commis en 1994 a été assassiné, a conclu un magistrat.

Le juge Julian Ercolini dit avoir recueilli suffisamment de preuves pour affirmer que le procureur Nisman ne s'est pas suicidé en se tirant une balle dans la tête et qu'on lui a au contraire tiré dessus.

«La mort de Nisman n'a pas pu être un suicide», a écrit Julian Ercolini dans ses conclusions.

Soupçonnée d'avoir voulu étouffer la possible implication de Téhéran dans un attentat qui a visé en 1994 un bâtiment abritant des associations juives, Cristina Fernandez, désormais sénatrice a été inculpée début décembre pour trahison.

L'attentat de Buenos Aires a tué 85 personnes en 1994. S'il n'a jamais été revendiqué, des soupçons se portent sur l'Iran et sur son allié chiite libanais, le mouvement Hezbollah.

Reuters

Turquie

Arrestation de membres d'une université

■ La police turque a arrêté 54 personnes appartenant au personnel d'une université qui a été fermée après le coup d'Etat manqué de juillet 2016, rapporte l'agence anatolienne de presse mercredi.

Au total, 171 mandats d'arrêt ont été émis contre des enseignants et des personnels administratifs de l'ancienne université Fatih d'Istanbul, interdite d'activité par décret présidentiel.

Ces personnes sont accusées d'avoir utilisé une messagerie cryptée, ByLock, dont les autorités turques affirment qu'elle est fréquemment employée par les partisans du prédateur en exil Fethullah Gülen.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan affirme que son ancien allié est l'instigateur du putsch manqué l'an passé, ce que ce dernier dément.

Plus de 50.000 personnes, dont des fonctionnaires et des membres des services de sécurité, ont été emprisonnées et plus de 150.000 ont été limogées ou suspendues de leurs fonctions dans le cadre de la répression menée par Erdogan.

Reuters

Russie

Un mort et trois blessés dans une fusillade à Moscou

■ Au moins une personne a été tuée et trois autres blessées dans une fusillade survenue dans une usine située au sud-est de Moscou, a rapporté mercredi l'agence de presse russe Tass.

«La police prend des mesures pour arrêter un homme qui a ouvert le feu dans une usine dans le sud-est de Moscou», selon le ministère de l'Intérieur.

«A 9h13, un conflit s'est produit entre les dirigeants d'une usine en raison d'un litige sur certains biens. L'un des protagonistes a ouvert le feu sur l'un des individus en conflit. Le blessé est mort, la police prend des mesures pour interpellier le suspect de la fusillade», a précisé le ministère.

R. I.

Journées nationales théâtrales pour enfants à Annaba

Du spectacle avec Hdidouane et ma Messaouda

L'ouverture mardi soir à Annaba des 13^{èmes} Journées nationales théâtrales pour enfants a permis aux petits de «redécouvrir» l'inoubliable duo de l'animation destiné aux enfants Hdidouane et ma Messaouda à travers un spectacle qui a tenu en haleine le petit public.



Les comédiens, Hamza Feghouli campant le rôle de mama Messaouda et Nounou Haytam interprétant le personnage de Hdidouane ont fait planer au Théâtre régional Azzedine-Medjoubi, un brin de nostalgie, faisant ressurgir des souvenirs de ce duo d'animation qui a bercé des générations d'enfants algériens à travers des petites scènes sur les moeurs et la performance scolaire véhiculant des valeurs et prodiguant des conseils.

Les enfants venus nombreux assister à ce spectacle étaient joyeux et ébahis par Hdidouane, son costume, son maquillage et son gros nez rouge et ont vite intégré l'ambiance et se sont improvisés des petits acteurs répondant en chœur à mama Messaouda et répétant inlassablement les conseils de la maman tant aimée.

Ces présentations ont été ponctuées par des chants, de danse et de lecture de poésie destinés aux enfants avec la participation de l'artiste Naima Nakra de la wilaya de

Djelfa.

Une série de pièces théâtrales dont *El Malik El mamhoune wa El Amira Anaïs* de Béjaïa, *Alam El Insan* de Mila, *El Hakiba Essihriya* de Relizane, *Ayat Errahmane wa El Kitab El Adjib* de Tيارet et *Ahroub ahroub ya Taâlab* de Boumerdès sont au programme de cette manifestation.

Ces pièces théâtrales qui seront également présentées à l'hôpital pour enfants de la ville, au Centre culturel Hassan El Hassani et la Maison de jeunes Labidi

Mohamed de la commune de Chorfa, a-t-on encore souligné, ajoutant que des activités de distraction avec des ateliers de dessin et de contes sont au menu.

Les 13^{èmes} Journées nationales théâtrales pour enfants devant se poursuivre jusqu'au 2 janvier prochain sont organisées, à l'initiative de l'association Chihab des arts dramatiques en collaboration avec le Théâtre régional Azzedine-Medjoubi et la Maison de la culture Mohamed-Boudiaf, a-t-on rappelé.

H. L.

Salon national d'arts plastiques d'Oran Hommage au regretté artiste Bachir Belhouari

La 6^{ème} édition du Salon national d'arts plastiques, ouvert mardi soir au Musée national Ahmed Zabana d'Oran, est une occasion de revisiter la mémoire du regretté artiste-peintre Bachir Belhouari, en guise de reconnaissance à ce qu'il a donné pour le développement des arts plastiques en Algérie.

Cette édition prévoit l'exposition de 40 tableaux de jeunes artistes de différentes wilayas du pays traitant de thèmes divers mettant en valeur les écoles d'art dont celles de l'impressionnisme, de l'abstrait, du réalisme, du surréalisme et de l'art contemporain, a indiqué le conseiller principal de la Maison de la culture, Neskiif Ahmed.

De son côté, le directeur de la culture, Kouider Bouziane, a souligné à l'ouverture de cette édition : « Cette manifestation de trois jours constitue une occasion pour encourager des jeunes talents en quête d'illustration sur la scène artistique ».

« L'évènement vise à réaffirmer le soutien des établissements culturels aux jeunes créateurs, à ouvrir le champ à la rencontre d'une pléiade d'anciens peintres pour échanger les expériences et garantir la pérennité de l'art plastique », a déclaré pour sa part la directrice de la Maison de la culture, Kouadri Bakhta, lors de ce salon qui a vu la présence de figures artistiques célèbres, dont Mohamed Oulhaci, Abdelkader Boukherassat et le sculpteur Zaki Salem résidant à Boussaâda (wilaya de M'sila).

De jeunes créateurs ont estimé, à l'unanimité, dans leurs interventions que le défunt Bachir Belhouari, un des doyens des arts plastiques à l'ouest du pays, avait contribué à la formation d'une génération de jeunes peintres et à leur accompagnement en matière de recherche dans le domaine des arts plastiques.

L'artiste-peintre a encouragé les jeunes à prendre part à plusieurs expositions artistiques pour approfondir leurs connaissances dans le contact avec l'élite et promouvoir leurs talents, a-t-on relevé. En hommage à cet artiste, la Maison de la culture Zeddour Brahim Belkacem, initiatrice de cette manifestation, a réservé une partie de l'exposition aux oeuvres artistiques de Bachir Belhouari, dont sa dernière toile où il met en exergue la beauté architecturale du Théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran, en plus de la projection d'un documentaire sur sa vie, son parcours artistique en présence de membres de sa famille. Bachir Belhouari, décédé le 28 décembre 2016, était enseignant et directeur des études à l'Ecole des beaux-arts d'Oran, chercheur en arts plastiques et artiste créateur.

R. N.

Festival du théâtre professionnel d'Alger

Des spécialistes évoquent la problématique de l'adaptation des oeuvres littéraires

Des hommes de théâtre et des écrivains ont évoqué mardi au Théâtre national algérien (TNA) Mahieddine Bachtarzi, la problématique de l'adaptation des oeuvres littéraires au théâtre, dans le cadre de conférences organisées en marge de la 12^e édition du Festival national du théâtre professionnel (Fntp).

Les participants à la conférence intitulée « De la narration littéraire à la scène théâtrale » ont débattu de la question de l'adaptation, sous tous les angles, en exposant leurs propres expériences.

Le romancier et nouvelliste Mohamed Bourahla, ayant déjà adapté plusieurs

oeuvres littéraires pour le 4^e art, a rappelé l'ancienne polémique liée à ce sujet, d'autant que certains qualifient l'adaptation et la traduction « de trahison et de calque d'autres genres littéraires ». Selon lui, l'adaptation d'oeuvres littéraires se veut une réécriture du texte initial pour faire une nouvelle création littéraire. Le dramaturge et metteur en scène, Mourad Senouci, a évoqué sa propre expérience en matière d'adaptation théâtrale notamment à travers l'adaptation au théâtre du roman de Ouassini Laredj *Ountha essarab* (Femme mirage), devenue *Imraâ min waraq* (titre de la pièce théâtrale).

Pour le romancier Ouassini Laredj, « la

pièce théâtrale, fruit de l'adaptation littéraire, offre une nouvelle chance au roman de parvenir au public », car elle permet de « conférer une dimension humaine » à l'oeuvre originale. La rencontre a permis aux hommes de théâtre et aux romanciers présents, entre partisans et opposants, d'exprimer leurs avis sur la question.

Les opposants pensent que l'adaptation d'une oeuvre littéraire au théâtre donnerait l'impression que le théâtre est en pénurie de textes, affirmant que le théâtre se distingue par ses propres mécanismes et techniques conciliant écriture et arts dramatiques.

R. C.

Lecture publique à Jijel

Affluence remarquable aux journées hivernales

Une affluence remarquable a marqué pour la 2^{ème} journée consécutive les journées hivernales de la lecture publique et de la distraction qui se tiennent à la Maison de la culture Omar-Oussedik.

Organisées par la bibliothèque principale de lecture publique en collaboration avec la Maison de la culture, cette manifestation culturelle qui devra se poursuivre jusqu'au 4

janvier prochain a pour objectif « la promotion de la lecture chez les enfants », a déclaré le responsable de la Maison de la culture, Mahfoud-Fetouci

Plus de 150 enfants ont participé aux différents ateliers de dessin, de calligraphie arabe et de contes, encadrés par des animatrices et des calligraphes de plusieurs établissements culturels.

Par ailleurs, les enfants ont assisté à un spectacle de

clowns présenté par l'association culturelle El Riane de Jijel *Hia nelaab maa Louna* et un conte animé par Mehaïlaia Naïma intitulé *Bahloul*.

Outre une exposition de livre avec la participation de six maisons d'édition, le programme de ces journées comporte aussi un récital poétique présenté par des artistes locaux, Salah Souied et Aïssem Kerdide, ainsi que des spectacles de magie par Ammar

Boussouf.

Une communication sur la lecture publique, intitulée : « De la lecture papier à la lecture numérique » sera présentée par Mohamed Salah Kherfi et une autre sur « Le rôle de la bibliothèque de l'enfant dans le développement de l'intelligence et l'élargissement du savoir » sera animée par Gueham Toufik de l'université Mohamed Seddik Benyahia de Jijel. R. L.

PAROLES DE FEMMES

Il y a plus d'une sagesse, et toutes sont nécessaires au monde ; il n'est pas mauvais qu'elles alternent.

Marguerite Yourcenar

FEMMES

ILS ONT DIT :

La connaissance parle, mais la sagesse écoute.

Jimi Hendrix

ACTU-FEMMES

Page animée par Tinhinan

Brigitte Bardot très déçue d'Emmanuel Macron

Engagée pour la lutte contre la maltraitance des animaux, Brigitte Macron a tenté de contacter le président Macron à plusieurs reprises afin de mettre en place d'autres dispositifs. En vain. Aujourd'hui, BB sort du silence et dénonce la politique d'Emmanuel Macron.



Brigitte Bardot est de retour. L'ancienne actrice, toujours engagée pour la protection des animaux, a décidé de publier un livre, le 25 janvier prochain intitulé *Larmes de combat* qu'elle présente comme «le bilan de son existence», peut-on lire dans le communiqué envoyé à l'AFP : «Ce sera le bilan total de ma vision des choses, de la société, de la façon dont on est gouvernés, de la façon dont on traite les animaux dans mon pays», a-t-elle expliqué.

Dans cet ouvrage, BB évoquera également l'actuel président de la République. Mardi 26 décembre, elle a ainsi écrit un autre communiqué pour dénoncer l'inaction d'Emmanuel Macron face à la souffrance animale. Selon elle, le leader d'«En Marche» ne se penche pas assez sur ce sujet : «La cause animale est la cinquième roue du carrosse présidentiel. J'en ai marre», a-t-elle ajouté avant de faire référence à ses deux lettres ouvertes envoyées à l'Elysée : «Je n'ai eu aucune réponse. Je suis très déçue aussi de la façon dont Nicolas Hulot se laisse mettre le grappin dessus par un gouvernement qui se fout de l'écologie. Je ne peux compter que sur l'opinion publique. Je suis connue dans le monde entier pour être la protectrice des animaux. C'est scandaleux que mon pays ne fasse rien».

Ce n'est pas la première fois que Brigitte Bardot évoque ses désaccords avec le président français. Lors des élections présidentielles par exemple, la présidente de la fondation Bardot avait conseillé aux électeurs engagés pour la protection des animaux de ne pas voter pour le leader d'«En Marche».

Beauté

Consommez du calcium pour vivre plus longtemps !

Bonne nouvelle pour les femmes, une alimentation riche en calcium permet d'augmenter leur durée de vie. Yaourts à volonté ! Une étude des chercheurs de l'Université McGill révèle que des apports journaliers en calcium et jusqu'à 1000 mg par jour limitent les risques de décès pour les femmes.

Le calcium est un nutriment essentiel pour les os et doit être consommé régulièrement pour être en bonne santé. Mais, de précédentes recherches avaient montré que la supplémentation en calcium pouvait être associée à un risque élevé de maladie cardiaque.

Lisa Langsetmo, chercheur associé à l'Université McGill et David Goltzman, Professeur au Département de médecine McGill ont mené des recherches à partir des données de 9.033 Canadiens suivis durant 12 ans et participant à la

cohorte Canadian Multicentre Osteoporosis Study (CaMos) sur les effets d'une supplémentation en calcium sur le risque de décès. Pendant cette étude, 1.160 participants sont morts.

Les résultats de l'enquête ont démontré que la consommation quotidienne de suppléments de calcium est associée à un moindre risque de décès pour les femmes. La dose parfaite serait 1000 mg par jour. En revanche, cet apport en calcium n'aurait aucun effet sur les hommes.

La supplémentation en calcium doit être impérativement contrôlée par un médecin. Préférez modifier vos apports naturels de calcium dont les effets sont aussi probants que la supplémentation. Qui, elle peut augmenter le risque de problème cardiaque. Les résultats de cette étude sont publiés dans le Journal of Clinical Endocrinology & Metabolism.



Nutrition

Six bonnes raisons de manger des pruneaux

Reconnu pour ses bienfaits pour le transit, le pruneau a bien d'autres vertus santé intéressantes. En en-cas, en dessert ou cuisiné, il a vraiment sa place dans une alimentation équilibrée.

Le pruneau est un aliment minceur

Peu calorique (20 kcal), le pruneau est un allié minceur d'autant plus qu'il a un indice glycémique bas (40), ce qui fait de lui un en-cas idéal pour caler une petite faim sans créer de pic de glycémie. Parfait coupe-faim, il permet de limiter le grignotage et de contrôler sa faim. Riches en fibres, il a un fort pouvoir rassasiant. Découvrez nos recettes aux pruneaux.

Le pruneau est un aliment beauté

Le pruneau contient un très large éventail de minéraux (fer, magnésium, potassium) et de vitamines E, C et provitamine A qui protègent les cellules et piègent les radicaux libres responsables de la dégénérescence cellulaire.

Le pruneau permet donc de lutter contre le vieillissement et la perte d'élasticité de la peau. Il permet de limiter les rides.

Le pruneau est un allié anticholestérol

La consommation quotidienne de pruneaux réduit le taux de mauvais cholestérol (LDL) donc les risques de maladies cardiovasculaires. Et comme ce fruit est une source de potassium et de flavonoïdes, il prévient naturellement le développement de ces pathologies.

Le pruneau est un aliment bon pour la santé des os

Le pruneau est riche en bore, un oligo-élément rare, qui associé au calcium et à la vitamine D présents dans ce fruit, préserve la santé des os et permet de lutter contre l'ostéoporose. 50 grammes de pruneaux apporte 100% des apports quotidiens recommandés de bore.

Le pruneau est un aliment digestion

Riche en fibres solubles et insolubles, le pruneau facilite la digestion et permet de lutter contre la constipation. 100 grammes de pruneaux apportent 60% des apports recommandés journaliers.

Le pruneau est un aliment énergie

Riche en glucose (45% des glucides de ce fruit), le pruneau donne de l'énergie au cerveau. Il est donc recommandé en cas d'examen. Source de fructose (25%) et de sorbitol (30%), le pruneau apporte aussi à l'organisme du sucre qui sera assimilé progressivement.

Il est aussi conseillé aux sportifs pour éviter les pics de glycémie et les baisses de tonus d'autant plus qu'il est riche en magnésium (45mg pour 100 grammes) essentiel pour la production d'énergie et la contraction musculaire.

Aptes

Quatre remèdes maison pour les soulager

En cas d'aptes, des méthodes alternatives simples peuvent aider à soulager la douleur et accélérer la cicatrisation.

Maux du quotidien

L'aspirine (sauf en cas d'allergie). Des gargarismes à l'aspirine 2 à 3 fois par jour devraient atténuer la douleur. La glace pour calmer la douleur, vous pouvez appliquer directement des glaçons sur vos aptes. L'eau chaude salée en gargarismes plusieurs fois par jour. Sel dilué et bicarbonate de soude. Mélangez une cuillère à thé de sel dilué et de bicarbonate dans 120 ml d'eau et utilisez cette solution en gargarisme quatre fois par jour. Elle devrait soulager la douleur et prévenir une éventuelle infection.



Les DÉBATS
Quotidien national
d'information

Édité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Directrice de la publication / Gérante Naïma MAHMOUDI •
• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Coupe d'Algérie de football (32es de finale)

CSC-NAHD en vedette, les clubs de la Ligue I favoris

JS Saoura

Essais non concluants pour le Congolais Siarra

■ L'attaquant congolais Kassama Siarra a été libéré du stage de la JS Saoura, qui se déroule actuellement à Oran, a-t-on appris de ce club de Ligue 1 de football. Kassama Siarra, mis à l'essai depuis la fin de la semaine passée, n'a pas réussi à convaincre l'entraîneur Foued Bouali, précise la même source. Outre les quelques séances d'entraînements auxquelles il a pris part, l'attaquant congolais a également participé à la rencontre amicale remportée par la JSS face au MC Oran (2-1), lundi au stade Ahmed-Zabana à Oran. Deux autres joueurs d'Afrique subsaharienne effectuent actuellement des essais avec la formation du Sud-Ouest du pays, dans l'espoir d'être engagés à l'occasion du mercato hivernal qui se poursuit jusqu'au 15 janvier prochain. Il s'agit du défenseur sénégalais El Hadji Youssoufa Kounaté et de l'attaquant kényan Mohamed Salim Ramadane. La JSS, qui affrontera samedi prochain à Sidi Bel Abbès le SA Mohammadia (division amateur/Ouest) dans le cadre des 32es de finale de la Coupe d'Algérie, a terminé à la deuxième place la phase aller du championnat de Ligue 1 Mobilis, distancée de quatre unités par le leader le CS Constantine, rappelle-t-on.

MC Saida

Benabbou Nasreddine rejoint le club

■ L'attaquant Benabbou Nasreddine s'est engagé avec le MC Saida, club évoluant en ligue 2 professionnelle de football, a-t-on appris de la direction de l'équipe. Le président du club, Mohamed Messaadi a indiqué que la nouvelle recrue (21 ans) ayant joué à la JS Kabylie, a signé un contrat de 30 mois avec le MCS. La direction du club œuvre, lors du mercato hivernal, à renforcer l'effectif avec des joueurs capables d'apporter un plus en phase retour du championnat. En contrepartie, l'équipe a libéré, lundi, le milieu de terrain Bendahmane Ali qui a rejoint une autre équipe. Le MC Saida occupe, à l'issue de la phase aller du championnat de ligue 2 Mobilis, la 12ème place avec un total de 16 points.



Les 1/32e de finales de la Coupe d'Algérie de football débutent ce jeudi et connaîtront des rencontres intéressantes, bien que le choc de ce tour se jouera demain à Constantine entre le champion d'hiver, le CSC et le NA Hussein-Dey, alors que les formations de Ligue I, l'ESS, l'USMA et la JSK partent avec les faveurs du pronostic surtout qu'ils évolueront à domicile. Le leader de la Ligue I Mobilis et bien qu'il carbure en championnat n'aura pas la partie facile ce vendredi face aux algérois du Nasria. Les Sanafirs sont tombés sur un gros morceau, surtout que les Sang et Or reviennent fort après leur deux derniers succès face au CRB et à l'OM qui leur a redonné confiance après une longue série de matchs nuls. Malgré cela, les protégés d'Amrani partent avec les faveurs du pronostic et auront plus de chances de passer. Bénéficiant du soutien de leur large public qui sera au rendez-vous encore une fois, les coéquipiers du buteur Abid se donneront à fond pour tenter d'arracher le billet de la qualification aux seizièmes

de finale et se porteront à l'attaque dès les premières minutes de cette partie. Toutefois, ils doivent faire quand même très attention à

cette formation du NAHD qui ne se déplace pas à Constantine en victime expiatoire et qui se donnera à fond pour tenter de renverser la vapeur et décrocher le billet qualificatif au prochain tour. Les hommes Dziri sont décidés à tenter leurs chances et pourquoi pas tenter de décrocher ce billet qualificatif à l'extérieur de leurs bases. Les formations de Ligue I, l'Entente de Sétif, l'USM Alger, la JS Kabylie partent largement favoris lors de ce premier tour de la compétition en recevant des formations à leur portée, respectivement, le MBH Messaoud, l'ES Firme, et l'ES Ben Aknoun. Ces équipes devraient, sauf surprise, passer ce tour, surtout qu'ils envisagent d'aller le plus loin possible dans cette compétition. Bien qu'opposant une équipe de Ligue II et une autre de Ligue I, la rencontre qui mettra aux prises, le MC El Eulma au Paradou AC s'annonce équilibrée et il serait hasardeux d'émettre un quelconque pronostic. Toutefois, la Jaune et Bleu qui enregistrent de bons résultats en championnat souhaitent en faire de même en Coupe. Le MC Oran aussi part favori face au MCB Oued Sly de même que l'O Médéa qui affronte Staoueli à l'extérieur de ses bases.

Imad M.

■ Le programme :

Jeudi 28 décembre 2017 :

A Oran (Ahmed-Zabana) : MC Oran - MCB Oued Sly (17h00)
A Tizi-Ouzou : JS Kabylie - ES Ben Aknoun (17h00)

Vendredi 29 décembre 2017 :

A Constantine (Hamlaoui) : CS Constantine - NA Hussein-Dey (16h00)
A Ain Témouchent (OPOW) : CR Témouchent - USM Blida (14h30)
A Khroub : ASM Ain M'illa - CA B Bou Areridj (14h30)
A Alger (Omar-Hamadi) : USM Alger - ES Firme (15h00)
A Alger (20-août 1955) : DRB Staoueli - O.Médéa (15h00)
A Annaba (Chabou) : ES Besbes - US Oued Souf (14h30)
A Tadjenane : DRB Tadjenane - CRB Amria (14h30)
A El-Eulma : MC El Eulma - Paradou AC (14h30)
A Bel-Abbes : USM Bel-Abbes - HB Chelghoum Laid (15h00)
A Blida (Brakni) : ESM Koléa - MO Béjaia (14h30)
A Sétif : ES Sétif - MBH Messaoud (15h00)
A Tébessa : NRC Boudjelbana - CRB Dar Beida (14h30)

Conflit COA-Fédérations sportives

Le Comité algérien réitère son appel au dialogue

■ Les membres du Comité exécutif du Comité olympique et sportif algérien (COA) ont réitéré leur appel public au «dialogue en direction de tous les représentants du mouvement sportif national» et leur demande d'«unir leurs rangs en vue de développer le sport et l'olympisme dans notre pays». Selon un communiqué de l'instance olympique transmis à l'APS, la réunion mensuelle du Comité exécutif tenue lundi sous la présidence de Mustapha Berraf a été consacrée à la répartition des commissions spécialisées, la préparation du rapport moral et financier 2017, le programme d'action 2018, les Jeux africains de la Jeunesse (JAJ-2018) d'Alger, les Jeux méditerranéens de Tarragone 2018 (Espagne) et les Jeux olympiques de la Jeunesse de Buenos Aires 2018 (Argentine). A cette occa-

sion, les membres du comité exécutif ont invité les présidents des Fédérations sportives nationales à une «rencontre de concertation et de dialogue, d'échanges de points de vue pour faire face aux défis qui attendent nos athlètes et nos équipes à quelques mois du 1er événement de l'année 2018 à savoir les Jeux méditerranéens de Tarragone (Juin 2018), puis les Jeux Africains de la Jeunesse d'Alger (Juillet 2018), qualificatifs aux Jeux Olympiques de la Jeunesse de Buenos Aires (Argentine) en Octobre 2018. Les travaux relatifs à l'état d'avancement du rapport moral et financier 2017 ont fait l'objet d'un compte rendu des responsables concernés qui ont assuré que les documents sont en bonne voie de finalisation, conclut le communiqué du COA.

JAJ 2018

Ould Ali participera au Caire à la réunion de coordination

■ Le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, prendra part au Caire (Egypte) les 5 et 6 janvier prochain à la réunion de coordination entre l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA) et l'Union des Confédérations sportives africaines (UCSA) en vue d'apporter les dernières retouches aux Jeux africains de la jeunesse 2018 (JAJ) qu'abritera l'Algérie du 19 au 28 juillet

prochain, a annoncé lundi le président de l'UCSA, l'égyptien Ahmed Nasser. En marge de l'audience que lui a accordée M. Ould Ali au siège du ministère, le président de l'organe sportif africain a déclaré à l'APS : «j'invite le ministre à participer les 5 et 6 janvier prochain à la réunion de coordination entre l'ACNOA et l'UCSA en vue d'évaluer les préparatifs des JAJ qu'abritera votre pays à la fin du mois de juillet prochain et

d'apporter les dernières retouches en la matière». «Il est important qu'on se réunisse autour d'une seule table pour apporter les dernières retouches sur les plans organisationnel et technique en vue de réussir ce rendez-vous sportif africain lequel verra l'introduction de certaines spécialités qualificatives aux jeux olympiques de la jeunesse à hauteur de 70 %, et ce pour la première fois de l'histoire de ces tournois africains», a

indiqué M. Ahmed Nasser. Les aspects relatifs aux préparatifs de l'Algérie en prévision de cette manifestation sportive ont été au centre des entretiens entre M. El Hadi Ould Ali et le président de l'UCSA. Des milliers d'athlètes africains âgés entre 14 et 18 ans dont 750 jeunes algériens (345 garçons et 305 filles) prendront part aux jeux africains de la jeunesse-2018 qui seront organisés en Algérie.

Sahara Occidental

Des blessés graves parmi les manifestants sahraouis à Boujdour

Plusieurs citoyens et citoyennes sahraouis ont été blessés suite à "la répression systématique des forces de l'occupation marocaine pour disperser une manifestation pacifique, organisée dans la ville occupée de Boujdour, en solidarité avec le détenu politique Abdelmoula El-Hafidi, en grève de la faim depuis plus de 2 semaines, indique mardi l'Agence de presse sahraouie (SAP). "Les forces de répression marocaines sont intervenues brutalement pour disperser les membres de la famille du détenu politique sahraoui Abdelmoula El-Hafidi en sit-in devant la demeure familiale avec de nombreux sympathisants sahraouis pour appeler à ce que le détenu sahraoui puisse jouir de ses droits légitimes que lui refuse l'administration pénitentiaire d'Oudaya (sud de Marrakech) où il est détenu et en grève de la faim depuis plus de 2 semaines", a indiqué la SAP. "Les autorités d'occupation marocaine ont eu recours à la force absolue à travers le déploiement en grand nombre de ses appareils de répression, civils et militaires, causant ainsi des blessures à plusieurs sahraouis ayant participé au sit-in, dont la mère, les frères et sœurs du détenu", a précisé la même source. Il est à rappeler que le détenu politique sahraoui, Abdelmoula El-Hafidi se trouve dans un très mauvais état de santé et souffre des complications liées à la grève de faim qui l'a entamée depuis plus de 2 semaines.

L. T.

Tlemcen

Trois narcotrafiquants arrêtés

Trois narcotrafiquants ont été arrêtés et 48,5 kilogrammes de kif traité ont été saisis mardi à Tlemcen par un détachement de l'Armée nationale populaire, indique mercredi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

"Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté, le 26 décembre 2017, à Tlemcen/2e Région militaire, trois (03) narcotrafiquants et ont saisi 48,5 kilogrammes de kif traité", précise la même source.

De même, "des détachements de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté à Bordj Badji Mokhtar, In Salah et Tamanrasset/6e RM, 42 contrebandiers et ont saisi un (01) camion, 8.920 litres de carburant, 1,33 tonnes de denrées alimentaires, 11.800 litres d'huile de table, 350 comprimés psychotropes, 8 détecteurs de métaux et des équipements d'orpaillage".

Dans le même contexte, d'autres détachements de l'ANP ont arrêté à In Amenas et Biskra/4e RM, "quatre (04) contrebandiers et ont saisi 1,67 kilogramme d'or et d'argent, deux (02) véhicules, 265 unités de différentes boissons, 5.000 paquets de cigarettes et une quantité de médicaments vétérinaires", tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté, à Batna/5e RM, "deux (02) personnes et ont saisi une (01) arme à feu de confection artisanale, un (01) fusil à pompe, des cartouches et des outils de confection d'armes".

D'autre part, "des Garde-côtes ont mis en échec à Annaba/5e RM, une tentative d'émigration clandestine de (24) personnes à bord d'une embarcation de construction artisanale, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté, à Tindouf/3e RM (08) immigrants clandestins de différentes nationalités".

R. H.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr



Aïn Defla

Démantèlement d'un réseau de vol de voitures



Les éléments de la brigade mobile de la Police judiciaire (BMPJ) d'El Attaf (Aïn Defla) ont récemment démantelé un réseau de 13 personnes qui s'adonnaient au vol de voitures et à la falsification de documents administratifs, a-t-on appris mardi auprès de la sûreté de wilaya.

La mise hors d'état de nuire du réseau en question est intervenue après que les services de sécurité eurent retrouvé une voiture volée

suite à une patrouille menée à l'entrée ouest de la ville d'El Attaf, a-t-on précisé de même source.

L'examen minutieux de la voiture par l'ingénieur des mines a confirmé que cette dernière, immatriculée à Chlef, a été volée à Tizi Ouzou en 2009, a-t-on précisé de même source.

Poussant leurs investigations, les services de sécurité n'ont pas tardé à identifier l'un des éléments du réseau ayant pris part au vol, un homme de 41 ans se trou-

vant actuellement à l'établissement de détention de Laghouat pour s'être impliqué dans une affaire similaire.

Ce dernier n'a pas tardé à dénoncer ses acolytes, principalement des fonctionnaires exerçant dans des administrations de Chlef, Mascara, Oran et Laghouat et Mostaganem.

Après accomplissement des procédures judiciaires, un PV a été dressé à l'encontre des mis en cause auxquels il était reproché la constitution d'un groupe de malfaiteurs, faux et usage de faux dans des documents administratifs ainsi que le vol.

Présentés au procureur de la République près le tribunal d'El Attaf puis au juge d'instruction de la même instance judiciaire, deux d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt au moment où le reste du réseau a bénéficié de liberté provisoire.

R. A.

Boumerdes

Saisie de 694 tonnes de produits non conformes

Les brigades de contrôle et de répression des fraudes de Boumerdes ont saisi 694 tonnes de produits alimentaires et non alimentaires entre janvier et fin septembre 2017, avec leur retrait définitif du marché pour non conformité aux normes en vigueur, a annoncé mardi le wali.

La valeur globale de ces saisies a été estimée à plus de 100 millions de dinars, a ajouté Abderrahmane Madani Fouatif, dans son allocution à l'ouverture d'un séminaire sur les opérations de saisie de marchandises : aux volets répression et pratiques commerciales.

Le wali a également fait part, au titre de la lutte contre la spéculation, de la saisie de près de 4000 qx de différents produits, d'une valeur de plus de 38 millions de da, outre la destruction de 74.000 kg de

produits industriels et alimentaires non conformes, parallèlement à la réorientation de 115 kg de produits industriels vers le Croissant rouge algérien de Boumerdes.

Selon le chef de l'exécutif, ce séminaire participe à la clarification des visions et des lois en vigueur en la matière, avec l'examen de la législation algérienne en matière d'organisation des saisies de marchandises, aux volets répression et pratiques commerciales.

Il a souligné, en outre, que la transition d'une économie planifiée vers une économie libérale, en Algérie, ne s'est pas faite sans la promulgation d'un système législatif adapté lequel a été soutenu par la constitutionnalisation des principes de liberté commerciale et industrielle et de la liberté d'initiative.

Dans leurs communica-

tions, à l'occasion, les intervenants, dont Ali Abdelkrim (université de Bejaia), ont mis en exergue l'encadrement assuré par le législateur algérien, à la libre concurrence, conformément à la loi n 08/12 du 25 juin 2008 portant sur la concurrence et visant le contrôle des pratiques commerciales.

"Si la législation algérienne interdit certaines pratiques commerciales portant atteinte aux intérêts économiques du pays, elle a également fixé des règles et des principes généraux pour la protection du consommateur", a souligné le conférencier, citant, à ce titre, la loi n 09/03 du 25 février 2009 portant protection du consommateur et répression, et la loi n 04/02 du 23 juin 2004 fixant les règles appliquées en matière de pratiques commerciales.

R. N.

ACTU...

Nouvel an

La journée du lundi chômée et payée

La journée du lundi 1er janvier 2018 sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics ainsi que les personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris ceux payés à l'heure ou à la journée, à l'occasion du nouvel an, indique mercredi un communiqué de la Direction générale de la fonction publique et de la réforme administrative. Les personnels exerçant en travail posté sont, toutefois, tenus d'assurer la continuité du service, précise la même source.

O. B.

Biskra

30.000 boîtes de lait en poudre détruites dans un incendie

Pas moins de 30.000 boîtes de lait en poudre de différents volumes ont été détruites dans un incendie qui s'est déclaré mardi dans un entrepôt de stockage et de distribution de la ville de Biskra, a-t-on appris mardi des services de la Protection civile.

Cet incendie, qui n'a pas occasionné de perte humaine, a, en revanche, causé des dégâts matériels, des équipements notamment, a précisé la même source.

L'intervention des éléments de la Protection civile a permis, en plus de l'extinction des feux, de mettre à l'abri des flammes 13.000 boîtes de lait en poudre, a également fait savoir la source. De leur côté, les services de sûreté territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances exactes de cet incendie.

L. Y.

Mostaganem

Saisie de pomme de contrebande provenant de Marseille

Une saisie de 6.870 kg de pomme a été opérée mardi au port de Mostaganem à l'intérieur d'un container provenant de Marseille (France), pour fausse déclaration, a-t-on appris de source douanière. Les douaniers au niveau du port commercial ont découvert 509 caisses pleines de trois espèces de pomme destinée à la contrebande lors d'un contrôle ordinaire d'un container provenant du port de Marseille (France) via un port d'Espagne, a-t-on indiqué.

Le container a fait l'objet d'une fausse déclaration d'un ressortissant algérien résidant à l'étranger, selon laquelle il contenait des effets personnels et bagages en prévision de déménagement et de retour définitif au pays, a-t-on fait savoir.

Un procès-verbal établi contre le mis en cause pour contrebande et fausse déclaration sera soumis à la justice, a-t-on ajouté signalant que la marchandise saisie est d'une valeur estimée à 1,37 million DA.

La Direction générale des Douanes a insisté, dernièrement, sur l'importance du contrôle minutieux de tous les containers provenant de l'étranger et une déclaration de citoyens algériens résidant à l'étranger dans le cadre des procédures de déménagement. Des contrebandiers recourent, dernièrement, à ce moyen pour introduire des produits où la loi exige une autorisation d'importation ou sont interdits d'importation, a-t-on souligné.

L. T.